

LE MINISTRE DES TRANSPORT  
L'A SOULIGNÉ DEPUIS JIJEL  
«Tous les ports sont  
sous la loupe»

P 16

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE

# Une opération d'envergure lancée aujourd'hui

Le Recensement général de l'Agriculture (RGA) sera lancé, aujourd'hui, à travers les quatre coins du pays et devra se poursuivre jusqu'au 17 juillet prochain. Ce recensement, troisième du genre en Algérie, après ceux de 1973 et de 2001, représente plus qu'une collecte de données. Il est un autre jalon dans la quête de la sécurité alimentaire. Il est d'ailleurs placé sous le thème : «Information fiable...développement durable». P 3



DESTINÉ À LA FABRICATION DE  
MATIÈRES PREMIÈRES D'ORIGINE  
VÉGÉTALE

## Saidal lance le projet Phoenix Biotech à Médéa

Le Groupe Saidal a lancé, hier à Médéa, le projet Phoenix Biotech pour la fabrication de matières premières pharmaceutiques à partir d'extraits de plantes naturelles, notamment le palmier. Le lancement officiel de cet important projet a été donné par le ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, en présence du Pdg du groupe pharmaceutique « Saidal », des chercheurs initiateurs du programme et des autorités locales.

P 2

PROJET DU GAZODUC  
TRANSSAHARIEN

## Une grande contribution aux approvisionnements de l'UE



Le gazoduc transsaharien (dit aussi NIGAL, pour Nigeria-Algérie), plus dénommé par Trans-Saharan Gas Pipeline (TSGP), devrait relier à partir de 2027 le Nigeria à l'Algérie pour transporter du gaz naturel vers l'Europe.

P 5

CONTRIBUTION  
REFORME BANCAIRE

## Les principaux axes

Un haut responsable de l'Etat me demandait récemment : «comment organiser un processus de réforme bancaire en Algérie » ? Je lui répondais dans un premier temps qu'il était difficile de faire une dichotomie entre économie financière et économie réelle et rappelais que la situation actuelle de notre secteur bancaire reflétait et accentuait les dérèglements structurels de notre économie.

Par R. Sekak  
P 3

**Afrika**<sup>®</sup>  
**AgroFood**  
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

**SIPSA**<sup>®</sup>  
**FILAH**  
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ELEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

**DJAZAUA**<sup>®</sup>  
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &  
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

TRANSFERTS DE MALADES  
POUR SOINS À L'ÉTRANGER

**Signature d'un  
partenariat entre la  
CNAS avec un  
hôpital belge**

Le ministre du Travail, M. Fayçal Bentaleb, a présidé, hier à Alger, la cérémonie officielle pour la signature d'une convention de partenariat entre la caisse nationale des assurances sociales (CNAS) et Le centre hospitalier universitaire (CHU) Brugmann de Bruxelles en Belgique.

Cet accord porte essentiellement sur la prise en charge des pathologies graves dont le nombre ne dépasse pas les six genres à savoir la greffe de foie et les malformations en plus de la réduction des délais pour la prise en charge à l'étranger, a expliqué le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentaleb.

« Les deux parties ont entamé le processus de réalisation d'un programme de formation à court, moyen et long terme, ceci en plus de la programmation de visite sur le terrain de la délégation belge au niveau de la polyclinique spécialisée en chirurgie cardiaque pédiatrique de Bousmail et l'EPH spécialisé en cardiologie et chirurgie cardio-vasculaire d'Alger » a-t-il ajouté. DE son côté le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi qui s'est félicité de cet accord, a assuré que cela représente un saut qualitatif en ce qui concerne la prise en charge des patients algériens à l'étranger.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

**7 morts et 546  
blessés en 48 heures**

Sept (7) personnes ont trouvé la mort et 546 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route enregistrés ces dernières 48 heures à travers le pays, indique ce samedi un communiqué de la Protection civile.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de deux incendies, respectivement dans les wilayas d'Ilizi et Oran où aucune victime n'a été déplorée, ajoute la même source. Le premier incendie s'est déclaré à l'intérieur d'une station de pompage de pétrole dans la daïra d'In Amenas et le deuxième dans un magasin de stockage de produits textiles dans la daïra d'Oued Tellilat, ajoute la communiqué.

Durant la même période, les équipes de secours de la Protection civile sont également intervenues suite à l'explosion d'une bouteille de gaz butane à l'intérieur d'un domicile dans la wilaya de Laghouat ayant causé des brûlures à quatre personnes.

IMPORTATION DE VIANDES

**Poursuite des opérations  
jusqu'au Ramadhan 2025**

Les importations des viandes se poursuivront jusqu'au mois de ramadhan 2025 pour préserver le cheptel, répondre aux besoins du marché et stabiliser les prix, a déclaré le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni. Il a fait état de l'importation de 26.300 tonnes de viandes rouges et 10.000 tonnes de viandes blanches depuis le début de l'année.

Synthèse Slimane T

Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'APN, Zitouni a rappelé que 26.300 tonnes de viandes rouges et 10.000 tonnes de viandes blanches ont été importés. « Si nous sommes arrivés à stabiliser le pouvoir d'achat et maîtriser le marché, au mois de ramadhan notamment, en assurant une disponibilité des produits de large consommation en dépit des turbulences géopolitiques ayant entraîné une flambée dans les prix dans le monde et des répercussions du soutien de l'Algérie aux causes justes, palestinienne notamment, c'est bien grâce à l'approche participative du chef de l'État et à la prise de mesures proactives », soutient-il, relevant que la même approche sera adoptée pour les prochaines années.

Interpellé sur les importations, il a indiqué que la lutte contre les fausses déclarations en douanes et le transfert illégal

de devises vers l'étranger se poursuivra. « Nous avons réduits le nombre d'importateurs de 43 000 à 11 000. Les enquêtes se poursuivent et la liste des importateurs sera encore assainie », rapporte-t-il, soulignant qu'un schéma directeur de numérisation du secteur est en cours de réalisation. Interpellé également sur les climatiseurs, le ministre a expliqué que les besoins en ces équipements sont de 1.2 million/an et que la production nationale assure 1.5 million/an. « Nous avons entamé des rencontres de consultation avec les producteurs afin de créer un réseau de distribution et de situer le prix final des climatiseurs, de même que nous envisageons de plafonner les prix de certains produits importés, outre la Banane », conclut-il.

Quant à la disponibilité des climatiseurs à des prix raisonnables, M. Zitouni a affirmé que la production locale qui a atteint 1,5 millions d'unités/an, couvre la demande nationale, estimée à 1,2 million d'unités/an. Donc, il n'est pas né-

cessaire d'en importer, a-t-il estimé. Une réunion au ministère du Commerce a regroupé des producteurs de ce secteur en vue de créer un réseau de distributeurs et de fabricants et de connaître les prix appliqués de l'usine jusqu'au consommateur afin de maîtriser le prix final, selon le ministre. Quant au refus de quelques commerçants et importateurs d'exploiter les marchés de gros réalisés par la Société de réalisation et de gestion des marchés de gros (MAGROS), M. Zitouni a fait état du lancement des procédures et des mesures pour imposer l'exploitation de ces espaces et éliminer les réseaux du marché parallèle, d'autant que leur construction a coûté à l'État près de 16 milliards de DA. Au terme de son intervention, le ministre a indiqué que le nouveau palais des expositions, dont la première pierre avait été posée par le Président de la République en 2022, sera prêt pour abriter la Foire commerciale intra-africaine en septembre 2025.

DESTINÉ À LA FABRICATION DE MATIÈRES PREMIÈRES D'ORIGINE VÉGÉTALE

**Saidal lance le projet Phoenix Biotech à Médéa**

Le Groupe Saidal a lancé, hier à Médéa, le projet Phoenix Biotech pour la fabrication de matières premières pharmaceutiques à partir d'extraits de plantes naturelles, notamment le palmier. Le lancement officiel de cet important projet a été donné par le ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, en présence du Pdg du groupe pharmaceutique « Saidal », des chercheurs initiateurs du programme et des autorités locales. Parmi les matières premières concernées par le projet figurent le bioéthanol, les sucres spécialisés et les acides. Après l'annonce de l'initiative et la présentation d'un exposé détaillé, la délégation a visité l'usine de Médéa notamment l'usine de production de matières premières qui accueillera ce projet.

Ce programme vise à accroître le niveau d'intégration de la fabrication de matières premières afin d'assurer la sécurité sani-

taire. En marge de cet événement, un memorandum d'entente a été signé entre Saidal et Agrodif pour un accompagnement dans la fabrication de produits issus de la fermentation dans le cadre du projet d'Agrodif pour la réalisation d'une levurerie à Oran.

Au cours de la visite, le ministre a écouté une présentation détaillée de l'usine spécialisée dans la production de matières premières d'origine végétale à partir de dérivés de dattes, dont le coût du projet est estimé à 10 millions de dollars, ainsi que le projet de conversion des matières premières végétales en les composants pharmaceutiques sont considérés comme l'un des projets stratégiques importants du complexe Sidal, qui renforceront la position du complexe sur le marché pharmaceutique et représentent également un défi majeur pour atteindre l'autosuffisance et la sécurité sanitaire. Lors de sa visite dans cette wilaya, le ministre a

également inspecté l'unité de production d'antibiotiques du complexe « Saidal », situé dans la zone industrielle de Harbil et spécialisé dans la production d'antibiotiques pénicillines et non pénicillines sous plusieurs formes génériques (injections, comprimés, pommades et sirops), avec une capacité de production annuelle estimée à 50 820 000 unités par an. Pour rappel, l'activité de production de matières premières pour l'industrie des antibiotiques dans l'unité Médéa est à l'arrêt depuis plus de 15 ans. La reprise de l'activité de cet atelier, d'une capacité de production de 750 tonnes par an, est prévue d'ici un mois.

Dans son intervention, le ministre a appelé à accélérer l'achèvement des travaux de réalisation de cette usine, en soulignant que Saidal a constaté une amélioration notable dans les industries pharmaceutiques nationales.

ST

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Édité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication

Radji Zahir

Siège social

03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

« Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE

# Une opération d'envergure lancée aujourd'hui

Le Recensement général de l'Agriculture (RGA) sera lancé, aujourd'hui, à travers les quatre coins du pays et devra se poursuivre jusqu'au 17 juillet prochain. Ce recensement, troisième du genre en Algérie, après ceux de 1973 et de 2001, représente plus qu'une collecte de données. Il est un autre jalon dans la quête de la sécurité alimentaire. Il est d'ailleurs placé sous le thème : «*Information fiable...développement durable*».

Par Sirine R

Depuis la signature de l'Accord d'association avec l'UE en 2002, l'économie nationale a été fortement impactée, en ruinant le tissu industriel qui n'a pu faire face à la concurrence déloyale imposée par les produits du Vieux continent. La révision de l'Accord devient donc plus que nécessaire pour réparer cette disparité et aller vers un partenariat équilibré. Ce dernier ne pourrait être concrétisé sur le terrain qu'à travers une nouvelle politique en matière d'investissement. Les Européens sont donc à venir investir en Algérie d'autant que le climat des affaires est en nette amélioration. Le nouveau cadre réglementaire régissant l'investissement est adapté aux standards internationaux. Même les Européens eux même le reconnaissent.

En marge d'une conférence organisée par la délégation de l'Union européenne en Algérie en coopération avec l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI), le ministre Ali Aounb a déclaré : «*Aujourd'hui, l'Algérie vit dans une ère nouvelle et s'engage à établir des passerelles de coopération avec l'Union européenne en tant que partenaire historique*», en rappelant que l'accord de partenariat entre les deux parties a fait de l'Union européenne le premier partenaire commercial de l'Algérie depuis plusieurs années. Il a indiqué que le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'UE au cours des 11 premiers mois de l'année 2023 a atteint 46,5 milliards de dollars américains, dont plus 70% dans le commerce. Le ministre a souligné la nécessité d'élargir les investissements européens en Algérie à d'autres secteurs, et de ne pas les limiter aux hydrocarbures. Il a affirmé que cet objectif vise à réduire la disparité qui caractérise

les échanges commerciaux entre les deux parties.

Dans ce sens, Ali Aoun s'est dit convaincu que «*le nouveau départ est tributaire de la participation de toutes les parties concernées, notamment les investisseurs et les hommes d'affaires des deux côtés*», appelant à «*intensifier les contacts et les rencontres pour établir des relations basées sur le principe gagnant-gagnant*».

M. Aoun a, en outre, souligné que «*la coopération ne saurait être fructueuse, que dans le contexte d'un environnement sûr et stable qui renforce la confiance des acteurs économiques et leur octroie les garanties et les mesures incitatives*», rappelant dans ce contexte que «*l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a initié la concrétisation d'un saut qualitatif en matière de réformes économiques, notamment le cadre juridique relatif aux hydrocarbures, aux finances et à l'investissement*».

Au plan régional, le ministre a rappelé que l'Algérie a adhéré à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), soulignant son ambition de devenir «*une passerelle entre les deux continents africain et européen*», notamment de par son positionnement géographique, ainsi que ses investissements dans les infrastructures (routes, zones industrielles, ports), en vue de faciliter les échanges commerciaux et l'accès des investisseurs aux marchés africains, ce qui est «*un catalyseur supplémentaire, à même de lancer des investissements communs dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et des services*».

De son côté, le président du CREA a indiqué que l'Algérie dispose d'atouts qui l'érigent «*en une force économique régionale stable, à la fa-*

veur de la mutation profonde et globale du système économique», relevant «*le passage opéré d'une économie de rente à une économie d'initiative et d'innovation, et de stabilité du système juridique et d'équité entre tous les investisseurs*», ce qui est, selon lui, «*un élément fondamental dans l'amélioration du climat des affaires*».

Quant au chef de cabinet du Vice-président de la Commission européenne chargé du Commerce et de l'investissement, M. Dombrovskis, il a affirmé que l'Algérie est «*un pays clé qui attire les investissements étrangers*», soulignant la mise en place d'un plan définissant les activités qui attirent les investissements, pour collaborer avec les opérateurs étrangers en vue de les inciter à investir en Algérie. Cette conférence était une opportunité pour les parties prenantes, privées et publiques, de procéder à un échange de vues sur le climat d'affaires et les investissements en Algérie, ainsi que sur le partenariat euro-algérien en matière d'investissement. Dans le même contexte, les participants ont examiné les opportunités d'investissements en Algérie et celles du Nearshoring européen, desquelles l'économie algérienne peut tirer profit, ainsi que les perspectives d'intégration économique euro-algérienne et l'expansion vers le continent africain. Cette conférence s'inscrit dans le cadre d'exécution du programme de coopération entre le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger avec l'UE à travers le projet du "Partenariat euro-algérien pour l'investissement durable" lancé en 2023, aux fins de promouvoir le partenariat économique entre les deux parties à travers la promotion des investissements étrangers directs et les projets de Nearshoring européen.

## ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES SCIENCES ISLAMIQUES DE DJAMAÂ EL-DJAZAÏR-AL-SALAM BANK ALGERIA Signature d'une convention-cadre

Une convention-cadre a été signée, ce samedi à Alger, entre l'Ecole nationale supérieure des sciences islamiques (Dar El-Coran -Djamaâ El-Djazaïr) et Al-Salam Bank Algeria, visant le renforcement de la coopération scientifique et l'échange des expertises au profit des étudiants de l'Ecole à travers la formation pratique dans le domaine de la finance islamique.

La convention a été signée sous la supervision du recteur de Djamaâ El-Djazaïr, par le directeur de l'Ecole nationale supérieure des sciences islamiques, Abdelkader Benazouz et le directeur général d'Al-Salam Bank Algeria, Nasser Hideur. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceni, a déclaré que Dar El-Coran et Al-Salam Bank auront, dans le cadre de cette convention, des domaines de coopération notamment à travers la spécialité de la finance islamique et l'industrie financière islamique, qui a été instituée dans l'Ecole, soulignant que la spécialité assurance Takaful sera ajoutée à l'avenir en vue de la promouvoir et de diversifier ses branches. Pour sa part, le directeur de l'Ecole nationale supérieure des sciences islamiques, Abdelkader Benazouz, a salué cette initiative qui permettra aux deux institutions d'échanger leurs expertises, à travers la formation pratique au profit des étudiants de l'Ecole au niveau d'Al-Salam Bank. Le directeur général d'Al-Salam Bank Algeria, Nasser Hideur, a affirmé que cette convention était à même de promouvoir la coopération entre les deux institutions à de hauts niveaux à travers l'échange scientifique, de permettre aux experts de la banque à travers l'Ecole d'approfondir leurs connaissances en matière des transactions et de l'industrie financière islamique et d'assurer une formation pratique au profit des étudiants de l'Ecole. Cette convention prévoit également l'organisation de rencontres visant principalement à développer et à promouvoir la finance islamique en Algérie, a-t-il ajouté.

R E.

CNMA

## Bientôt un produit couvrant les risques liés aux calamités agricoles

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) s'appête à lancer "très prochainement" un produit couvrant les risques liés aux calamités agricoles dues aux changements climatiques, notamment la sécheresse et les inondations, des risques jusque-là non assurés, a affirmé le Directeur général de l'assureur public Cherif Benhabiles.

"Le dispositif d'assurance calamités agricoles sera normalement lancé très prochainement", a indiqué M. Benhabiles à l'APS, précisant que ce dispositif interviendra dans un contexte marqué par les effets des changements climatiques qui provoquent "chaque année des pertes faramineuses aux agriculteurs en raison des incendies et de la sécheresse notamment".

Rappelant que la CNMA avait déjà organisé en 2017 un séminaire international pour attirer l'attention quant aux conséquences des changements climatiques et souligné l'im-

portance d'un tel dispositif, le même responsable a relevé que le secteur agricole est le plus exposé aux dérèglements climatiques. "Avec tous les changements climatiques et leurs conséquences, nous devons anticiper des solutions pour sécuriser les investissements et le revenu de l'agriculteur, et, aussi, servir de garantie pour le monde agricole et rural qui doit obéir à un dispositif un peu particulier", a encore souligné M. Benhabiles. Il a rappelé, dans ce contexte, que la compagnie publique s'est déjà engagée dans une démarche consistant à contribuer à promouvoir la micro-assurance via son pack assurance confiance "Taamine El Thika" qui met à la disposition des ménages ruraux à faibles revenus un seul produit couvrant un ensemble de risques.

Il s'agit d'une offre destinée aux petits éleveurs et agriculteurs contre les risques liés à leur vie sociale tant dans le milieu professionnel que domestique (décès, invalidité, re-

traite et responsabilité civile), détaille M. Benhabiles.

### 6,5% de croissance du chiffre d'affaires au 1er trimestre

Evoquant, d'autre part, les performances de la compagnie, le même responsable a fait part d'une évolution de 6,5% du chiffre d'affaires au 1er trimestre 2024 pour un montant qui a totalisé 4,4 milliards de Da "ce qui est de bon augure pour le reste de l'exercice". Soulignant, par ailleurs, que le secteur des assurances en Algérie a besoin d'une "vraie réforme" capable de le rendre un acteur incontournable dans toute démarche de développement économique, M. Benhabiles a affirmé que le nouveau projet de loi sur les assurances, en cours de finalisation, est "une étape cruciale dans la modernisation du secteur. Il doit également contribuer au développement de l'économie nationale".

Ce texte "contribuera éventuellement à faciliter l'accès aux crédits agricoles pour les agriculteurs et les éleveurs, tout en favorisant une traçabilité et un suivi plus efficaces des aides et des crédits accordés par les institutions financières aux acteurs du secteur de l'agriculture et rural", a-t-il prédit.

"Les pouvoirs publics ont bien compris la nécessité de revoir les assurances en général et en priorité les assurances agricoles. Je pense que c'est à nous, professionnels, de traduire cela en actions concrètes sur le terrain", indique encore M. Benhabiles qui souligne que les compagnies d'assurances doivent expliquer et sensibiliser et surtout être crédibles notamment en écourtant les délais de remboursement.

La CNMA est le premier assureur agricole en Algérie. Elle compte plus de 3000 employés répartis sur 70 Caisses régionales et près de 570 bureaux locaux.

R E.

## CONGO

# Le nouveau datacenter financé par la BAD va consacrer la souveraineté numérique du pays

Michel Ngakala, coordonnateur du Projet de la dorsale à fibre optique d'Afrique centrale (CAB), composante du Congo assure que le data center permettra au Congo d'être maître de ses données numériques.

Des coups de marteau saccadés. Le bruit strident de barres de fer sous le chalumeau d'un ouvrier, une odeur de ciment frais, au pied de l'immeuble de trois étages qui sort de terre dans le quartier Bacongo de la capitale congolaise, un écriteau guide le visiteur : « Projet de construction du datacenter national à Brazzaville ». Financé par la Banque africaine de développement, ce bâtiment à l'architecture futuriste sera bientôt le centre névralgique de stockage et de traitement de toutes les données numériques de la République du Congo. Il hébergera aussi les différentes applications développées ou acquises par ce pays d'Afrique centrale, logé au cœur du bassin du Congo, le deuxième poumon vert au monde. « Bientôt, le Congo sera le seul pays d'Afrique centrale à disposer de son propre datacenter (centre de stockage de données numériques). Les vidéoconférences qu'on organise ici ne transiteront, à terme, plus par un serveur basé en Europe, en Amérique ou ailleurs avant de nous revenir. Tout se passera ici », se félicite Michel Ngakala, coordonnateur du Projet de la dorsale à fibre optique

d'Afrique centrale (CAB), composante du Congo. Ce projet d'un financement total de 66,55 millions d'euros (52,47 millions d'euros de la Banque africaine de développement et 14,50 millions d'euros du gouvernement du Congo), a permis la pose d'un linéaire de plus de 600 kilomètres de fibre optique sur les axes d'interconnexion avec le Cameroun (341 km) et la République centrafricaine (281 km) via le fleuve Congo – une prouesse d'après l'économiste pays résident de la Banque au Congo surtout en ce qui concerne le volet sous-fluvial pour l'interconnexion Congo-République centrafricaine à travers le fleuve Sangha – et la mise en place d'un centre national de données (datacenter). Quelques 13,8 millions d'euros du montant du projet sont consacrés à la construction et à l'opérationnalisation du datacenter. « Dans le cadre du Projet de la dorsale à fibre optique d'Afrique centrale, composante Congo, nous avons reçu des fonds de la Banque africaine de développement pour construire un datacenter. Et là nous construisons un bâtiment de trois niveaux extensibles avec un sous-sol », ex-

plique le coordonnateur, qui nous fait visiter les différents compartiments du futur datacenter du Congo. Sur les trois niveaux du bâtiment en construction, il est prévu des salles serveurs, de contrôle et supervision, de réunion et de conférence ainsi que les emplacements pour les équipements d'énergie et de climatisation nécessaires au bon fonctionnement du datacenter, explique le coordonnateur qui indique que le datacenter sera livré d'ici décembre 2024. « Toutes les données qui vont être produites au Congo doivent être stockées quelque part. Actuellement, ces données sont stockées à l'étranger si bien qu'on a des noms de domaines de chez nous qui se terminent souvent par « .fr » ou « .com », alors que le nom de domaine du Congo est « .cg ». Dorénavant, nous pourrions héberger toutes les données publiques au niveau du datacenter, ainsi que celles des opérateurs de télécommunications, des banques, des compagnies d'assurance et des autres sociétés privées qui veulent les faire héberger ici, y compris les sauvegardes des sites de stockage primaires éventuels qu'ils utilisent », assure M. Ngakala.

## GUINÉE-BISSAU L'UE prévoit d'injecter 108 millions \$ dans la pêche d'ici 2029

En Guinée-Bissau, la pêche contribue à hauteur de 5 % au PIB. Dans le secteur, l'Union européenne est l'un des principaux partenaires commerciaux du pays. La Guinée-Bissau et l'Union européenne (UE) ont conclu le 16 mai un nouvel accord de pêche d'une durée de 5 ans. Selon les informations relayées par le média portugais Lusa, l'accord a été paraphé par Mario Musante, ministre bissau-guinéen de la Pêche et de l'Économie maritime, et ArtisBertulis l'ambassadeur de l'UE dans le pays. Dans le cadre de ce partenariat, le bloc européen s'engage à octroyer 100 millions d'euros (108,7 millions \$) au pays d'Afrique de l'Ouest à raison de 20 millions d'euros (22 millions \$) par an pour soutenir le développement du secteur de la pêche. « Les interventions porteront principalement sur la construction d'infrastructures de référence, la surveillance maritime, la lutte contre la pêche illégale et non réglementée et l'aide aux communautés maritimes », souligne M. Bertulis. En contrepartie, le responsable indique que les autorités bissau-guinéennes autoriseront des navires d'entreprises portugaises, espagnoles, françaises, italiennes ou grecques à pêcher dans leurs eaux maritimes. « Le nouveau protocole établit des améliorations financières et trace de nouvelles perspectives de collaboration. Nous sommes en train de discuter avec nos amis européens pour éliminer les contraintes techniques et sanitaires afin de permettre à la Guinée-Bissau d'exporter son poisson directement vers le marché européen », a déclaré pour sa part M. Musante. En Guinée-Bissau, le poisson est l'un des principaux produits alimentaires exportés avec les fruits et légumes et la viande. D'après les données de la BCEAO, les expéditions de poissons ont rapporté 500 millions Fcfa (829 000 \$) de recettes au pays en 2022.

## TRANSPORTS

## Le Nigeria espère tirer 2,7 milliards USD de son secteur maritime en 2024

Cet objectif est dévoilé alors que le ministère en charge du secteur a annoncé plusieurs réformes et des investissements pour renforcer la chaîne de valeurs locale, et réduire l'influence des compagnies internationales. Le Nigeria espère tirer un revenu de 2,7 milliards USD de

ses activités maritimes au titre de l'année en cours, d'après les prévisions du ministère de la Marine et de l'Économie bleue. Cet objectif s'aligne sur la nouvelle politique de l'Etat qui entend capitaliser sur le potentiel de ce secteur et en faire bénéficier significativement l'économie nationale.

Cette prévision est associée à un plan d'investissement dans le développement des entreprises locales de transport maritime. A ce titre, le gouvernement avait annoncé la mise en place d'un fonds pour aider les compagnies à acquérir de nouveaux navires destinés au cabotage. La mesure vise à ré-

duire la facture des compagnies internationales qui dominent le secteur. Sur le sous-segment de la réparation navale, des investissements dans le développement d'installations ont été également annoncés. Cela devrait permettre de réparer sur place les quelques tankers opérés par des natio-

naux et dédiés au transport du brut depuis les champs pétroliers du pays, vers les ports pour exportation. Selon les autorités, la mise en place d'un chantier naval aidera à économiser environ 180 milliards de nairas (environ 122,5 millions USD) de fonds investis dans la réparation et la maintenance.

## TERRES RARES

## Le potentiel du gisement ougandais Makuutu revu à la hausse

Le gisement Makuutu en Ouganda peut livrer 40 090 tonnes d'oxyde de terres rares sur 35 ans, selon une étude de faisabilité de 2022. Son propriétaire australien a annoncé cette semaine une augmentation du potentiel minéral du projet, susceptible d'influer sur la production future de la mine. En Ouganda, le projet Makuutu héberge environ 126 000 tonnes d'oxydes de terres rares, dont 86 000 tonnes de néodyme et de praséodyme

(NdPr) utilisés dans les aimants permanents. C'est l'annonce faite le 15 mai par l'australien Ionic Rare Earths qui précise que le gisement contient aussi environ 99 000 tonnes d'oxydes de terres rares lourds. « La mise à jour de l'estimation des ressources minérales à Makuutu est conforme aux attentes, confirmant un tonnage supplémentaire significatif à l'ouest de la zone du permis d'exploitation minière de la phase 1 », a indiqué

Tim Harrison, DG de la compagnie. La zone en question devrait permettre à Ionic de produire 40 090 tonnes d'oxyde de terres rares, titrant 71 % de métaux comme le néodyme, le praséodyme, le dysprosium et le terbium, selon une étude de faisabilité publiée en 2022. Avec l'augmentation des ressources, la capacité de production de la future mine, prévue pour entrer en service en 2026, pourrait être revue à la hausse. Pour rappel, la demande mon-

diale de terres rares est en hausse à cause de l'importance de ces métaux pour la transition énergétique. Ils sont notamment utilisés dans les moteurs des véhicules électriques, ainsi que dans la production d'énergie éolienne. Avec le graphite d'Orom-Cross, piloté par une autre société australienne (BlencoweResources), l'Ouganda est donc bien positionnée pour être un acteur africain clé dans l'approvisionnement mondial en minéraux critiques.

## VOITURES ÉLECTRIQUES

# La leçon de politique industrielle de la chine à l'occident

1<sup>ère</sup> partie

Dépassant Tesla, le géant chinois BYD est devenu fin 2023 le plus gros producteur de voitures électriques au monde. Des années durant, il a prospéré sur un modèle néo-fordiste d'intégration verticale, lui assurant un contrôle sur l'ensemble de la chaîne de production – profitant de la dynamique de délocalisation et de sous-traitance qui prévalait en Occident. Les subventions étatiques de l'État chinois ont fait le reste et BYD pose désormais un sérieux défi aux Occidentaux, dans un contexte de transition énergétique où la voiture électrique est amenée à jouer un rôle croissant. Un enjeu que les États européens feraient bien de prendre à bras-le-corps, plutôt que d'accroître leurs dépenses militaires et d'attiser la psychose d'un nouveau conflit mondial.

Par Paolo Gerbaudo

**A** la fin des années 1970, les voitures japonaises de marques encore méconnues telles que Toyota, Mazda, Datsun et Honda submergeaient les marchés occidentaux. La haute qualité des produits, les performances en matière de consommation d'essence et les prix raisonnables ont – dans le contexte du contrecoup des chocs pétroliers – rendaient ces marques extrêmement populaires. Les parts de marché des fabricants nationaux ont alors diminué, tandis qu'entrepreneurs et syndicats s'insurgeaient face à cette concurrence considérée comme déloyale.

Face au « choc japonais », les pays occidentaux répliquèrent par des mesures protectionnistes. Pour limiter l'impact concurrentiel sur leur industrie automobile, les États-Unis et le Royaume-Uni ont négocié avec le Japon des quotas volontaires à l'importation, tandis que les pays européens adoptaient des mesures du même ordre. Mais ce n'était qu'un premier pas vers une transformation en profondeur de l'industrie occidentale. Dans une tentative désespérée pour regagner leur compétitivité internationale perdue et pour apaiser les revendications grandissantes de leurs travailleurs, des entreprises du secteur automobile commencèrent à imiter leurs rivaux japonais dans le monde entier. La « méthode Toyota », exposée par l'ingénieur industriel en chef de l'entreprise, Taiichi Ohno, devint l'implacable mantra de tout manager industriel digne de ce nom – alors même que les business schools d'Amérique du Nord commençaient à enseigner les méthodes Kaizen et Kanban de la production dite « à flux tendu ».

Cette évolution culturelle, parfois décrite comme un processus plus large de « japonisation », a servi de catalyseur à l'adoption de ce que les sociologues ont fini par appeler les « stratégies de management post-fordistes ». Centrées sur la flexibilité et la réduction des coûts, ces stratégies rejettent les modèles de production à intégration verticale sur lesquels se reposaient les leaders américains et européens du secteur automobile dans les années 1950. Près de cinquante ans après ce « choc japonais », l'industrie automobile contemporaine est à présent confrontée à un bouleversement bien plus systémique, que nous pourrions appeler le « choc du véhi-

cule électrique chinois ». Jusqu'à encore récemment, l'industrie automobile chinoise, considérée comme une pâle copie des modèles occidentaux et japonais, attirait peu l'attention. Pourtant, elle a fini par atteindre une qualité remarquable dans le secteur stratégique des véhicules électriques, tout en proposant des prix compétitifs. En 2023, les 3 millions de véhicules à nouvelle énergie (catégorie réunissant véhicules électriques à batterie et véhicules hybrides, ndlr) du géant chinois BYD ont permis à ce dernier de coiffer Tesla au poteau sur le nombre de voitures électriques vendues. Et cette même année, les exportations chinoises de véhicules à nouvelle énergie ont augmenté de 64 %. Grâce à de bonnes ventes de véhicules à moteurs à combustion interne et à la hausse de la demande russe induite par les sanctions occidentales, la Chine a déjà dépassé le Japon en tant que plus gros exportateur d'automobiles du monde. Les stratégies adoptées par les gouvernements occidentaux face à ce nouveau défi concurrentiel, dans un secteur depuis longtemps considéré comme un baromètre des prouesses économiques, sont une question centrale pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Aux États-Unis comme dans l'Union européenne, la percée des véhicules électriques chinois a suscité des accusations de pratiques déloyales. Annonçant en septembre dernier une enquête sur les liens entre aide étatique et succès chinois dans ce secteur, Ursula Von der Leyen a affirmé que celle-ci résultait d'une « manipulation de marché ». Dans le même ordre d'idées, Joe Biden s'est engagé à empêcher les véhicules électriques chinois d'« inonder [le] marché [américain] », tandis que Donald Trump a décrit l'impact des voitures électriques chinoises comme un « bain de sang » économique.

Derrière ces remarques incendiaires se trouve une transformation industrielle non moins significative que celle impulsée par les fabricants japonais d'autrefois. La percée de l'industrie des véhicules électriques chinois a non seulement été permise par de généreuses subventions gouvernementales, mais aussi par de profonds changements de stratégie et d'organisation – en particulier par la résurgence notable de l'intégration verticale, que ce soit au niveau de chaque entreprise ou de l'État.

BYD constitue une manifestation emblématique de cette évolution. L'entreprise a en effet cherché à contrôler tous les aspects de la chaîne de valeur, depuis la technologie des batteries – son cœur de

métier originel – jusqu'aux puces électroniques, en passant par les mines de lithium et les rouliers (navires transportant des voitures, ndlr). Enfin, l'entreprise bénéficie d'un coût de la main-d'œuvre significativement plus faible en Chine qu'au Japon, en Allemagne ou aux États-Unis. Cette approche néo-fordiste a permis à BYD de tirer les coûts vers le bas, tout en coordonnant et en accélérant l'innovation pour plusieurs composants essentiels. De plus, cette approche a permis à l'entreprise d'atténuer les incertitudes opérationnelles et de remédier aux pénuries de différents facteurs et services entrants, comme celle des puces électroniques qui se prolonge depuis 2020.

En parallèle, le gouvernement chinois favorisait l'intégration verticale au niveau national. L'objectif fixé par le plan « Made in China 2025 » – dont l'ambition est de renforcer la suprématie technologique chinoise – est que 80 % de la chaîne de valeur des véhicules électriques soit effectivement située au sein du pays. Bien que le modèle soit susceptible de changer en fonction de l'évolution des relations au sein de l'entreprise, ce tournant vers une « réintégration » et un « re-internalisation » est lourd d'enseignements pour l'avenir de la politique industrielle.

**La révolution du véhicule électrique**

Selon la célèbre formule du théoricien du management américain Peter Drucker, l'industrie automobile est « l'industrie des industries ». Pendant plus d'un siècle, la fabrication de voitures s'est érigée en baromètre du développement industriel, mesuré à l'aune de la complexité des facteurs entrants, des industries complémentaires nécessaires et des exigences élevées en termes de capital et de connaissances. La production automobile est non seulement dépendante des secteurs de l'extraction, des produits chimiques, de l'acier et de l'électronique, mais aussi d'une armée de techniciens et d'ouvriers, de machines et d'usines. C'est une industrie qui est confrontée à une barrière économique démesurée et implique des risques entrepreneuriaux majeurs. Tout ceci explique pourquoi relativement peu de pays peuvent prétendre rejoindre le club fermé des fabricants automobiles. Ces obstacles sont encore plus importants lorsqu'il est question de véhicules électriques.

Les véhicules électriques, de même que d'autres technologies « vertes », ne sont pas entièrement nouveaux. Au tournant du vingtième siècle, certaines des pre-

mières automobiles étaient propulsées par de rudimentaires batteries plomb-acide ; un tiers des voitures qui circulaient à New York en 1900 étaient électriques. Mais les véhicules à essence ont pris le pas grâce à une meilleure autonomie et à une vitesse plus importante – sans compter son coût de fonctionnement moindre, permis par un pétrole abondant et bon marché. Ces dernières années, cette suprématie du moteur thermique a été sérieusement remise en question.

Outre des performances plus sportives (à l'encontre de la perception du grand public), les véhicules électriques ont des coûts de fonctionnement plus faibles, coûtent moins cher en maintenance et en réparation, sont plus commodes à utiliser et font moins de bruit. Les économies réalisées sur ses coûts de fonctionnement sont éloquentes : les coûts de recharge des véhicules électriques devraient « diminuer les coûts énergétiques d'un véhicule de 50 à 80 % à l'horizon 2030 par rapport à un véhicule à essence comparable ». Bien sûr, en parallèle du déploiement technologique et infrastructurel, des désavantages majeurs perdurent : un coût initial d'achat important, une autonomie moindre, un temps de recharge long et, dans de nombreux pays, des bornes de recharge en nombre limité.

Les batteries électriques constituent – pour reprendre un terme qu'affectionnent les économistes de l'innovation – une « technologie habilitante » des véhicules électriques, mais elles constituent aussi leur goulet d'étranglement potentiel. La batterie lithium-ion, inventée en 1991, a pu se prévaloir de sa taille plus réduite et de sa puissance supérieure pour prendre la place de sa prédécesseure au plomb-cadmium, permettant la naissance de produits jusqu'alors impensables : smartphones, tablettes, aspirateurs, voire des véhicules dits de « micro-mobilité » tels que des vélos et scooters électriques. Le recours à la batterie lithium-ion pour alimenter les véhicules électriques a eu des conséquences proprement révolutionnaires. Depuis son invention, sa densité énergétique a été multipliée par trois, tandis que le coût par kilowatt-heure baissait de plus de 90 %.

Publié sur *Phenomenal World*, traduit par Piera-Simon CHAIX  
Source : [lvsl.fr](http://lvsl.fr)

(A suivre)

## CONTRIBUTION/REFORME BANCAIRE

**Les principaux axes**

*Un haut responsable de l'Etat me demandait récemment : « comment organiser un processus de réforme bancaire en Algérie » ? Je lui répondais dans un premier temps qu'il était difficile de faire une dichotomie entre économie financière et économie réelle et rappelais que la situation actuelle de notre secteur bancaire reflétait et accentuait les dérèglements structurels de notre économie.*

Par R. Sekak (\*)

Aussi, je lui confirmais qu'il devait être clair que la réforme bancaire ne pourra pas tout faire ni tout régler et qu'elle était certes nécessaire et incontournable. Mais qu'elle devra être accompagnée d'un programme cohérent de réformes structurelles dont elle ne sera seulement qu'une partie. Malgré l'impatience de mon interlocuteur guidée par une vraie volonté de faire, je lui confirmais que sur le sujet de la réforme bancaire, il est impossible d'être exhaustif en quelques minutes. Après l'expression de ces éléments de base et avec beaucoup de précaution, je lui confirmais qu'un programme de réforme bancaire pourrait s'articuler autour des 6 axes suivants :

**Axe 1/La définition d'une stratégie de développement du secteur bancaire et sa communication au niveau national et international**

Des attentes et des objectifs clairement définis pour améliorer la visibilité.

**Axe 2/Le renforcement et la modification de la gouvernance des banques publiques. Avec points forts pour une alchimie complexe**

- 1/ viser une évaluation objective de la performance : La clarification du rôle actuel des banques publiques qui est ambiguë. Les couts associés à l'exécution des objectifs non commerciaux des pouvoirs publics doivent être compensés par des affectations budgétaires et non noyés dans les bilans des banques. Le respect de l'autonomie des entreprises et des injonctions externes seulement dans le cadre du point évoqué ci-dessus.  
- 2/ le maintien de la dissociation des fonctions de président du conseil d'administra-

tion de celles de directeur général dans un cadre opérationnel clair :

L'interface du propriétaire est la présidence du CA et pas la DG

Des rencontres périodiques de concertation DG - Président du CA

Une implication réelle des membres du ca dans divers comités internes aux banques.

3/ l'élargissement et le renforcement des conseils d'administration :

L'introduction d'experts bancaires et financiers indépendants ;

Les membres des conseils d'administration certifiés par un organisme indépendant ;

Des lettres d'instruction et de missions indiquant pour quels objectifs ses membres ont été désignés et ce afin d'assurer une responsabilité collective et solidaire.

- 4/ le renforcement des outils de pilotage notamment une refonte totale et une modernisation des systèmes d'information souvent obsolètes

- 5 / le renforcement des normes de transparence et des obligations légales de publication de l'information comptable et financière et de celle de l'état des risques dans le strict respect des délais réglementaires fixés

- 6 / viser à terme une notation internationale

**Axe 3/L'amélioration du dispositif de supervision et du cadre macro prudentiel avec 4 points de focus :**

- 1/ le renforcement et la modernisation des registres de crédit (centrales des risques) aussi bien pour les entreprises que pour les particuliers

- 2/ une base de données des garanties hypothécaires et autres données par les débiteurs

- 3/ un choc culturel dans les contrôles sur place de l'inspection de la banque d'Algérie

4/ une commission bancaire totalement indépendante du gouverneur de la Banque

d'Algérie

**Axe 4/ L'innovation et l'élargissement de l'offre produits**

Deux choses importantes. Tout d'abord, ne pas avoir peur des approches novatrices et des nouvelles technologies qui disposent d'un potentiel transformationnel fort. Faisons preuve de pragmatisme et de flexibilité et évoluons dans notre approche de régulation. Il est illusoire de vouloir tout réguler en amont .....et cela quelquefois tue l'innovation

Ensuite, il faut encourager la création de sociétés spécialisées dans l'information financière notamment celles relatives à la notation externe des entreprises et au partage de normes financières sectorielles (dun & bradstreet, ellisphere)

**Axe 5/ Des évolutions institutionnelles hors secteur bancaire**

Certaines évolutions du système judiciaire pour le rendre plus efficace et fluide : Le droit des sociétés en difficulté (conciliation et sauvegarde au de la de la faillite et du règlement judiciaire) ; Les droits des créanciers et l'exécution des garanties ; Le régime de la faillite personnelle.

**Axe 6/ Ressources humaines, formation, développement des compétences et communication**

Cette réforme sera accompagnée d'un effort colossal de formation et de communication ayant pour finalités : De produire un choc culturel et faire adhérer à la réforme et de renforcer la capacité financière de nos banques et de nos entreprises. Je note depuis quelques mois une volonté de faire. C'est une excellente nouvelle. Espérons que cette « arlésienne » va enfin se présenter sur la scène.

(\*) **Expert financier, ancien banquier**

**RENFORCEMENT DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE CONTINENTALE**

**Adoption des propositions de l'Algérie**

Les travaux de la 4e session ordinaire du Comité technique spécialisé de l'Union Africaine (UA) pour le commerce, le tourisme, l'industrie et les ressources minérales, clôturés ce vendredi à Malabo (Guinée équatoriale), ont été sanctionnés par l'adoption des propositions de l'Algérie visant à renforcer l'intégration économique entre les pays africains et à soutenir le développement durable, indique un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

Après l'adoption du cadre politique relatif aux start-up, la Commission de l'UA a été appelée à élaborer la stratégie africaine sur les start-up et à soutenir les incubateurs d'innovation, et ce conformément à la Déclaration de la Conférence ministérielle africaine des start-up, organisée en Algérie en décembre 2022, en vertu de la décision 1205 du Conseil exécutif de l'UA", a précisé la même source.

A la fin des travaux, le Comité a souligné "l'importance des start-ups comme principal moteur de la croissance économique, saluant les efforts de l'Algérie dans ce domaine".

Le Comité s'est félicité également "des propositions de la délégation algérienne visant à renforcer l'intégration économique entre les pays africains et à soutenir le développement durable".

L'Algérie a participé "activement" aux travaux de cette session avec une délégation de haut niveau, présidée par la Cheffe de cabinet du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Mme Souhila Abellache. "Une série de propositions innovantes visant à renforcer l'environnement pionnier et à soutenir le développement des start-ups en Afrique a été présentée".

Ces propositions ont "été accueillies favorablement par les ministres participants qui ont exprimé leur grand intérêt en vue d'adopter ces initiatives, au vu de leur rôle central dans la réalisation d'un développement économique durable". Le Comité ministériel s'est également félicité de l'organisation par l'Algérie de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) en septembre 2025, qui verra de nombreuses activités économiques et culturelles continentales, ajoute le communiqué.

R.E.

**PROJET DU GAZODUC TRANSSAHARIEN**

**Une grande contribution aux approvisionnements de l'UE**

Par Réda Hadi

Le gazoduc transsaharien (dit aussi NIGAL, pour Nigeria-Algérie), plus dénommé par Trans-Saharan Gas Pipeline (TSGP), devrait relier à partir de 2027 le Nigeria à l'Algérie pour transporter du gaz naturel vers l'Europe. L'Algérie ne ménage pas ses efforts pour le faire aboutir, et dans son allocution prononcée, avant-hier, lors des travaux de la 3e édition du Forum international « Vers le sud: la stratégie européenne pour une nouvelle saison géopolitique, économique et socioculturelle en Méditerranée », le Ministre l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a réaffirmé, que «notre pays œuvre d'arrache-pied à renforcer le projet du gazoduc transsaharien reliant le Nigeria à la rive nord de la Méditerranée, via l'Algérie et le Niger, à travers le raccordement au réseau gazier algérien». Le ministre a soutenu que ce projet « apportera une grande contribution aux approvisionnements en gaz naturel de l'Europe, et renforcera ainsi la sécurité énergétique de la rive nord de la Méditerranée », et «soutiendra également le dévelop-

pement socioéconomique des pays de transit», a-t-il ajouté.

L'importance que l'Algérie accorde à celui-ci a été souligné, en octobre 2021, par Visio conférence, à la réunion de haut niveau de la Commission Africaine de l'Energie (AFREC) au cours de laquelle, il a été souligné l'attention particulière accordée par l'Algérie à la concrétisation du projet de gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le gaz naturel nigérian à l'Europe via le réseau de gazoduc algérien.

Pour l'histoire, l'idée d'un gazoduc reliant le Nigeria à l'Algérie a germé dans les années 1980, mais l'accord concrétisant la mise en œuvre du gazoduc trans-saharien n'a été signé que le 3 juillet 2009 par les gouvernements du Niger, du Nigeria et de l'Algérie. L'Europe est favorable à la construction de ce gazoduc dans lequel elle voit une source de diversification de ses fournisseurs en gaz. Le projet est si important que les pays concernés ne ménagent aucuns efforts pour le faire aboutir. C'est dans ce sens que me ministre nigérian des Affaires étrangères, Yusuf Tuggar dans une déclaration à la presse en marge du 10e séminaire de haut

niveau sur la sécurité et la paix en Afrique, explique que le projet du Gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria et l'Algérie, en passant par le Niger, réalise des progrès significatifs et notables, dans les régions algérienne et nigériane. Il a, en outre, rappelé que l'Algérie et le Nigeria sont considérés parmi les plus importants pays producteurs de gaz, ajoutant que l'Europe a besoin de cette énergie, ce qui constituait une opportunité pour l'Algérie, le Nigeria et le Niger. Sur un autre registre, le ministre a souligné également que l'Algérie prendra part au débat stratégique avec ses partenaires européens sur la création du Corridor sud H2, pour transporter l'hydrogène renouvelable produit en Algérie vers l'Allemagne, via la Tunisie, l'Italie et l'Autriche.

Au plan régional, Arkab a réaffirmé la volonté de l'Algérie est forte, d'établir «un partenariat régional solide et efficace» et de devenir "un pôle énergétique dans la région et un axe d'échange énergétique grâce à de nombreux projets dont la liaison électrique et le Corridor sud H2 entre l'Algérie et l'Europe à même de booster la transition énergétique et d'appuyer

le développement commun dans le bassin méditerranéen et l'Europe", soulignant l'attachement de l'Algérie à participer activement aux initiatives internationales pour la réduction des émissions des gaz à effet de serre et du méthane. Par la même occasion, le ministre a affirmé que ce mégaprojet requiert l'établissement de partenariats solides entre les secteurs public et privé, relevant que cette coopération permettra de mobiliser les grands investissements de partenariat requis pour le développement des infrastructures de production, de stockage et de transport de l'hydrogène.

Aussi, l'Algérie ne cache pas sa détermination à devenir le principal fournisseur dans le domaine de l'hydrogène, au regard des énormes capacités et avantages dont elle dispose lui permettent d'occuper une place pionnière dans ce domaine.

D'autres parts, le ministre de l'Energie a également évoqué l'un des projets phares de l'Algérie, en l'occurrence le développement de l'interconnexion électrique entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, auquel une enveloppe de trois (3) mds USD a été allouée.

## ÉGYPTE

**Des résultats prometteurs sur un forage pétrolier**

Depuis plusieurs mois, TAG Oil est engagée dans le forage horizontal du puits d'exploration BED4-T100 sur le champ pétrolier Badr, situé dans le Désert occidental de l'Égypte.

Dans une nouvelle mise à jour opérationnelle qu'elle a publiée jeudi 16 mai au sujet de l'exploration du champ pétrolier Badr localisé dans le Désert occidental égyptien, la compagnie canadienne d'exploration pétrogazière TAG Oil a annoncé des résultats prometteurs d'un test de production du puits horizontal BED4-T100 foré sur le site.

D'après l'entreprise, ce puits qui a atteint le réservoir F de la formation géologique d'Abu Roash (ARF), a montré un débit de production qui s'est maintenue autour de 400 à 800 b/j de brut, après avoir dépassé les 1 000 b/j au cours de l'opération, pour un total de plus de 4 500 barils de pétrole récupérés grâce à la fracturation hydraulique.

Le test de débit sera poursuivi naturellement pendant encore deux à trois semaines sans intervention. Après cette période, TAG Oil compte mettre en place un système de lavage artificiel pour faciliter l'extraction des ressources pétrolières.

Selon la compagnie, le « succès du puits BED4-T100 est une étape importante pour libérer le potentiel » du champ pétrolier Badr sur lequel elle « prévoit de forer des puits horizontaux d'une longueur latérale allant jusqu'à 1 000 mètres ». Ces travaux ciblent l'exploitation de quelque 500 millions de barils de pétrole.

## ARABIE SAOUDITE

**Aramco conclut des accords avec trois entreprises américaines**

Le géant de l'énergie Saudi Aramco a signé des mémorandums d'entente avec trois entreprises américaines dans le but de favoriser la mise au point de solutions potentielles à faible émission de carbone.

Les accords avec AeroSeal, Spiritus et Rondo ont été signés en présence du ministre de l'Énergie du Royaume, le prince Abdelaziz ben Salmane, et de son homologue américaine, Jennifer Granholm.

Les accords ont été conclus après que les deux responsables sont convenus d'une feuille de route pour la coopération entre les pays du secteur dans le cadre de discussions sur la gestion du carbone, l'hydrogène propre et l'énergie nucléaire, ainsi que sur l'électricité et les énergies renouvelables, l'innovation et la résilience de la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'énergie. «Aramco a fait part de son ambition de réduire à zéro les émissions de gaz à effet de serre des "scopes" 1 et 2 dans l'ensemble des actifs qu'elle détient à 100% d'ici à 2050. La société considère qu'il existe des possibilités de créer une nouvelle entreprise d'énergie à faible émission de carbone. Les technologies innovantes déployées à grande

échelle peuvent contribuer à réduire les coûts de la réduction des émissions de carbone et nous investissons dans le développement de ces technologies par le biais de nos programmes de recherche et de développement, de capital-risque et de déploiement technologique. Nous estimons que les technologies d'AeroSeal, de Spiritus et de Rondo ont le potentiel nécessaire pour être déployées à l'échelle mondiale, et plus particulièrement au Moyen-Orient», confie Ali al-Meshari, vice-président directeur chargé de la technologie, de la supervision et de la coordination chez Aramco. Après un essai réussi de la technologie d'AeroSeal en Arabie saoudite, Aramco et cette entreprise se sont accordés sur les points suivants : étudier les possibilités d'accélérer le déploiement de la technologie d'AeroSeal dans le parc immobilier de la société et ailleurs ; poursuivre les essais conjoints des canalisations et des enveloppes des bâtiments dans l'ensemble du pays afin de

découvrir les meilleures possibilités ; enfin, commercialiser la technologie dans de nouvelles applications telles que les gazoducs. En signant l'accord avec Spiritus, Aramco a accepté d'explorer les possibilités dans le domaine du captage du dioxyde de carbone dans l'air, l'approche de l'entreprise américaine dans ce domaine étant susceptible de faire face à d'importants défis liés aux coûts. Aramco et Rondo ont décidé d'étudier le déploiement de batteries thermiques dans les installations mondiales de l'entreprise saoudienne afin de réduire les coûts d'exploitation et de soutenir les initiatives de réduction des émissions.

Les deux entreprises ont entamé des études techniques en vue d'un premier déploiement à l'échelle industrielle des batteries thermiques Rondo. Ces dernières pourraient contribuer à la réduction des émissions des installations d'Aramco, avec une mise à l'échelle ultérieure allant jusqu'à 1 gigawatt par heure.

## TUNISIE

**L'Etat contracte un prêt syndiqué de 185 millions \$ pour financer le budget**

L'octroi d'un prêt syndiqué en devises étrangères à l'Etat par les banques tunisiennes intervient alors que le pays peine à mobiliser des financements extérieurs, en l'absence d'un accord définitif avec le FMI sur un programme d'aide de 1,9 milliard de dollars.

Le gouvernement tunisien a signé, le jeudi 16 mai 2024, un accord de prêt syndiqué en devises étrangères de 185 millions de dollars avec un pool de 16 banques locales pour financer le budget de l'Etat. Le prêt porte sur des sommes de 156 millions d'euros et 16 millions de dollars, selon un communiqué publié par le ministère

des Finances. « Ce prêt, qui s'inscrit dans le cadre de la mobilisation des ressources d'emprunt prévues par la Loi de finances 2024, est considéré comme une forme de financement appropriée en termes de durée de remboursement, de coût et de contribution à la stabilité de la réserve monétaire », a déclaré le ministre de l'Économie, Sihem Boughdiri Nemsia (photo), tout en soulignant « le rôle central du secteur bancaire dans le financement de l'économie nationale ». Les représentants du secteur bancaire tunisien ont affirmé leur disposition à « continuer à soutenir les efforts de l'Etat pour parvenir à l'auto-

nomie financière en mobilisant les ressources internes, assurer la stabilité à tous les niveaux et contribuer au maintien des équilibres financiers de l'Etat ».

L'octroi de ce prêt syndiqué en devises étrangères à l'Etat par des banques locales intervient alors que la Tunisie peine à mobiliser des financements extérieurs, en l'absence d'un accord définitif avec le Fonds monétaire international (FMI) sur un programme de 1,9 milliard de dollars. Le pays d'Afrique du Nord avait signé en octobre 2022 un accord préliminaire avec le FMI sur ce programme, mais les négociations avec l'institu-

tion financière multilatérale ont été suspendues quelques mois plus tard. Le président Kais Saïed, a rejeté, en avril 2023, les « diktats » du FMI qui conditionne le décaissement des financements à des réformes économiques portant notamment sur la levée des subventions aux produits de base, la réduction de la masse salariale dans le secteur public et la privatisation des entreprises publiques, indiquant que de telles réformes pourraient « mener à davantage d'appauvrissement » et « provoquer des émeutes sanglantes semblables à celles déclenchées en 1984 par l'augmentation du prix du pain ».

## MAURITANIE/EN COMPAGNIE DE SON HOMOLOGUE DU SÉNÉGAL

**Le ministre de l'Équipement visite les travaux de construction du pont de Rosso**

Le ministre de l'Équipement et des Transports, M. Mohamed Aly Ould Sidi Mohamed, a effectué, vendredi, en compagnie du ministre sénégalais des Infrastructures, des Transports terrestres et aériens, M. Malick Ndiaye, une visite d'inspection des travaux de construction du pont de Rosso, qui relie les deux pays frères.

La délégation ministérielle, qui était accompagnée du wali du Trarza, Mohamed Ould Ahmed Mouloud, a écouté un exposé sur la nature des travaux de ce projet et les obstacles qui ont été enregistrés au cours du processus de mise en œuvre et qui pourraient retarder l'achèvement des travaux.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de l'Équipement et des Transports a expliqué que l'objectif de cette visite était de passer en revue, sur le terrain, les étapes de la mise en

œuvre de ce projet et d'identifier les questions soulevées par toutes les parties impliquées dans sa réalisation, conformément aux hautes instructions de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, et de son homologue sénégalais, Son Excellence Bassirou Diomaye Faye. Au cours de cette visite, la délégation a rencontré toutes les parties impliquées dans la réalisation du projet et a été informée des différentes questions soulevées, a-t-il dit, notant que l'état d'avancement des travaux a atteint 17 %, alors que le délai imparti pour l'achèvement du projet a atteint 113 %.

Il a ajouté que cette situation rend nécessaire d'envisager un rythme plus soutenu pour accélérer l'achèvement de ce projet, notant que lors d'une réunion à huis clos avec l'unité de gestion du projet et les parties concernées, des décisions impor-

tantes ont été prises qui permettront l'accélération des travaux de construction du pont, où l'institution concernée répondra à toutes les exigences dans un délai de 45 jours, et soumettra une programmation de toutes les procédures dans un délai de 15 jours.

Il a exhorté les parties prenantes à travailler dur pour mettre en œuvre le projet dès que possible et conformément aux spécifications indiquées dans le cahier des charges. Le ministre sénégalais des Infrastructures, des Transports terrestres et aériens a indiqué que cette visite lui a permis de s'imprégner de l'état d'avancement des travaux de ce pont dont la réalisation traduit les relations historiques entre les deux pays et les liens profonds entre les peuples frères. Il a souligné la nécessité d'achever les travaux de ce pont dans les plus brefs délais, tout en respectant les spécifica-

tions techniques, notant que l'entreprise chargée de la supervision des travaux a confirmé sa disposition à mobiliser les moyens nécessaires pour achever la construction de ce pont et de ses annexes en 2026.

Le wali du Trarza et le maire de Rosso ont salué l'importance de ce pont qui constituera un levier de développement pour les deux pays frères qui entretiennent des relations de longue date. Ils ont insisté sur la nécessité d'accélérer la réalisation de ce projet qui répond à une demande pressante des habitants des deux rives.

La visite s'est déroulée en présence du Vice-président de la Région Trarza, du hakem de Rosso, du préfet du département de Dagana (Sénégal), du Maire de la commune sénégalaise de Rosso et d'un certain nombre de cadres des ministères concernés des deux pays.

## AGRICULTURE

## La lutte biologique peut combattre plus de 70% des fléaux du palmier-dattier

Les participants à une journée d'étude sur "Les fléaux agricoles des oasis et leur impact économique", organisée, jeudi dans une ferme privée à Tolga (Biskra), ont affirmé que "la lutte biologique peut combattre plus de 70 % de ces fléaux". Les fléaux qui affectent particulièrement les cultures des oasis causent des dégâts aux récoltes amenant les spécialistes à préconiser "une lutte intégrée contre les nuisibles" qui recourt à la lutte biologique et réduit l'utilisation de pesticides chimiques, a affirmé, Bilal Nia, chercheur du Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA). L'intervenant a considéré, ainsi, que les ravageurs qui affectent les cultures en général et les oasis en particulier "infligent des pertes aux récoltes".

Devant cette situation, les spécialistes cherchent à adopter une "gestion intégrée de la prévention" qui inclut l'activation de la prévention biologique et la réduction de l'utilisation des pesticides, a-t-il ajouté. Selma Adouane, ingénieur agronome de l'Institut technique de développement des cultures sahariennes, a relevé que le nettoyage des vergers et la plantation de plantes répulsives des insectes (laurier-rose, basilic) et la lutte biologique combattent biologiquement ces fléaux. Les agriculteurs doivent prendre conscience du nécessaire recours à la lutte biologique et de la limitation de la lutte chimique pour "une récolte de dattes de haute qualité exportable", a estimé Nasreddine Maata de la station régionale de protection des végétaux. Cette rencontre a été organisée, au CRSTRA, en coordination avec la Chambre de l'agriculture et des associations locales à l'occasion de la Journée internationale de la santé des végétaux.

## TRAUMATISMES OCULAIRES

## L'importance de la prévention contre les accidents soulignée

Le président de la Société algérienne d'Ophtalmologie (SAO), Pr Mustapha Djabour, a mis l'accent, jeudi à Alger, sur l'importance de la prévention contre les accidents à l'origine des traumatismes oculaires, notamment ceux affectant les enfants, à l'instar des accidents domestiques et de jeux. «Il faut un regain d'intérêt pour la prévention contre les traumatismes oculaires in-

duits par les accidents, notamment les plus fréquents domestiques et de jeux et qui touchent plus généralement les enfants», a précisé Pr Djabour, en marge du 36ème Congrès scientifique de la SAO. Il a plaidé, à ce propos, pour la multiplication des campagnes de sensibilisation sur cette thématique, par voie médiatique, mais aussi au niveau des établissements scolaires,

crèches, espaces publics, tout en rappelant le rôle des parents sur ce type de risques pour leurs enfants. Il est ainsi recommandé aux parents de garder les enfants loin des produits caustiques (acides, oxydants, etc), des liquides bouillants, des objets tranchants, a ajouté Pr Djabour, qui est également chef de service d'Ophtalmologie au CHU Lamine-Debaghine de Bab El-Oued (Alger).

## Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

## ELLE FINANCERA LES PROJETS AADL3

## La Banque nationale de l'habitat entre en service

La Banque nationale de l'habitat est officiellement opérationnelle. Le directeur général de la Banque Nationale de l'Habitat (BNH), Ahmed Belayat, a déclaré que la banque s'engage dans la démarche prévue par les pouvoirs publics pour le développement économique et social, en orientant ses efforts vers la modernité et l'innovation. Lors d'une conférence de presse organisée au siège de la banque à Bab-Ezzouar à Alger, le même responsable a indiqué que la Banque a adopté trois valeurs qui sont «engagement, citoyenneté et proximité». Dans son allocution, Ahmed Belayat a également révélé que la Banque de l'Habitat fi-

nancera les projets AADL3, suite à l'accord signé avec l'Agence AADL, et l'Entreprise nationale de la promotion immobilière (ENPI). Fruit de la transformation de la Caisse nationale de logement (CNL), la Banque Nationale de l'Habitat compte mettre à la disposition de ses clients plusieurs produits de dépôt et de financement adaptés à leurs besoins. Placée sous la responsabilité et la direction de Zahana Mohamed El Habib, en qualité de président du conseil d'administration et Belayat Ahmed, en qualité de directeur général, cet établissement financier est apte à effectuer toutes les opérations recon-

nues aux banques.

Dans une récente déclaration à la presse, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, avait indiqué que la Banque de l'Habitat sera «un établissement financier offrant au secteur de l'habitat une aisance en matière de financement des programmes de logements, sous toutes les formules, sociales et autres, en plus de favoriser la bonne marche et le lancement des projets». La création de la Banque de l'Habitat figure parmi les 54 engagements du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, contenus dans son programme.

## FORUM ÉCONOMIQUE RUSSIE-MONDE ISLAMIQUE

## La promotion des produits et services «Halal» au cœur des travaux

Le développement du marché des produits et services "Halal", conformes aux principes de la charia islamique a été l'un des principaux thèmes débattus dans le cadre du 15e Forum économique "Russie-Monde islamique", qui se tient du 14 au 19 mai dans la ville russe de Kazan. Les sessions consacrées à ce thème ont permis d'évoquer plusieurs questions liées aux normes internationales des produits "Halal" et à l'adaptation des lois et réglementations nationales relatives à cette industrie. Des experts et responsables d'organismes russes et islamiques ont mis en avant l'importance de la coopération entre les pays pour développer ce secteur et la nécessité d'améliorer la qualité et la fiabilité des produits "Halal" sur le marché mon-

dial. Selon les données fournies lors de ces panels, la valeur des importations de ces produits dans les pays islamiques a atteint, ces dernières années, près de 200 milliards de dollars, ce qui rend ce marché très prometteur, estiment les participants. Dans ce cadre, le directeur du Centre de compétence "Halal" en Russie, Marat Nizamov, a révélé que la part de la Russie dans ce marché était en constante hausse, d'autant qu'elle est actuellement classée parmi les cinq plus grands pays exportateurs vers l'Organisation de la coopération islamique (OCI), aux côtés de la Chine, de l'Inde, des Etats-Unis et du Brésil. La Russie envisage d'introduire les transactions islamiques dans le do-

maine du tourisme, en ce sens que les hôtels russes commenceront l'année prochaine à fonctionner selon le système "Halal-Friendly" pour les touristes, en s'appuyant sur l'expérience de plus de 30 pays islamiques. Actuellement, la Russie compte 13 hôtels qui répondent aux exigences du label Halal". Pour sa part, le président de la Chambre islamique des services halal en Arabie saoudite, Ashraf Al-Tanbouly a mis l'accent sur la nécessité de fournir des structures hôtelières et touristiques répondant aux besoins des musulmans, à l'instar des lieux de prière dans les hôtels et les aéroports, ce qui contribuera au développement du tourisme mondial.

## Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات  
MINISTRE DU COMMERCE  
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 ماي 2024  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Mai 2024

Produits	Prix du détail <sup>F</sup> DA / Kg		أسعار التجزئة <sup>F</sup> دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	79	91	68	البطاطا
	Tomate	69	79	59	الطماطم
	Oignon sec	103	112	93	البصل الجاف
	Ail sec	441	508	375	الثوم الجاف
	Ail vert	108	120	95	الثوم الأخضر
	Carotte	71	80	63	الجزر
	Navet	91	101	81	لفت
	Petit pois	240	265	215	البجينة
	Fève verte	107	119	96	الفول الأخضر
	Courgette	98	108	87	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	286	311	262	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	102	115	89	الخس
	Pomme locale	462	576	347	التفاح المحلي
	Datte	544	666	423	التمر
	Orange	179	224	133	البرتقال
Produits d'origine animale	Citron	157	176	139	الليمون
	Banane	410	422	398	الموز
	Viande bovine locale	1685	1805	1565	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	391	403	379	الدجاج
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Œufs (Unité)	16	17	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)

BOURSE DE NEW YORK

# Wall Street finit en ordre dispersé

La Bourse de New York a terminé en ordre dispersé, vendredi, une séance sans entrain, reprenant ses esprits après les records enregistrés cette semaine. Le Dow Jones a progressé de 0,34% et est parvenu, de justesse, à clôturer au-dessus du seuil symbolique des 40.000 points (40.003), une première. Jeudi, il avait déjà franchi cette barre en séance, avant de se replier. Le Nasdaq a lui cédé 0,07% et le S&P 500 a pris 0,12%.

Cette semaine «on a établi de nouveaux records, et l'élan s'est interrompu», a commenté Karl Haeling, de LBBW. Mercredi, les trois indices majeurs de la place new-yorkaise avaient tous enregistré des sommets historiques en clôture. Depuis, seul le vénérable Dow Jones est parvenu à faire mieux. «Le marché a choisi de

consolider, ce qui est sain, parce qu'il allait à toute vitesse et tombait dans l'exubérance», selon Karl Haeling. Nettement en retrait du Nasdaq (+55%) l'an passé, le Dow Jones (+14% en 2023) s'affiche comme l'indice en forme de ce millésime, soutenu par une diversification hors des valeurs technologiques. Vendredi, il a été tiré par Caterpillar

(+1,58%), mais aussi JPMorgan Chase (+1,15%), qui a signé un record en clôture. Autre locomotive du Dow, Boeing (+1,09%), dont les actionnaires ont renouvelé, vendredi, le mandat de la totalité des membres du conseil d'administration, y compris celui du patron Dave Calhoun, qui quittera le groupe à la fin de l'année. L'assemblée générale a aussi approuvé le package de 33 millions de dollars prévu pour son départ. À l'agenda macroéconomique, la seule publication du jour aura été l'indicateur avancé de conjoncture de l'organisation Conference Board, ressorti à -0,6% alors que les économistes ne le voyaient reculer que de 0,3%. Les indicateurs des dernières semaines témoignent quasiment tous d'un essoufflement de l'économie américaine, mais ils ont été accueillis favorablement jusqu'ici par les opérateurs, qui y voient la promesse de baisses de taux.

### Lancement de GTA 6 à l'automne

«Il va en falloir plus» pour inquiéter les investisseurs d'une dégradation de la conjoncture économique, considère Karl Haeling, qui rappelle que l'estimation de croissance en temps réel de l'antenne d'Atlanta de la Fed (banque centrale américaine) se monte encore à 3,6% pour 2024. Pour l'analyste, «les actions vont continuer à monter», après une phase de consolidation. «Il y a de l'appétit pour le risque en ce moment», selon Karl Haeling, qui évoque les sommets du cuivre et de l'or, mais aussi des actions.

Ce goût pour les actifs volatils a pénalisé les obligations. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans se

tendait, à 4,42%, contre 4,38% la veille en clôture. À la cote, Reddit (+10,04%) a été propulsé par l'annonce d'un accord avec OpenAI. Le réseau social va donner accès aux contenus postés par les utilisateurs pour développer les modèles d'intelligence artificielle (IA) générative de la start-up. AMD a fait partie des quelques titres technologiques à briller (+1,14%) après que Microsoft a révélé, jeudi, qu'il proposerait à ses clients une plateforme d'informaticienne à distance (cloud computing) équipée de ses processeurs.

La nouvelle a pénalisé ses concurrents Nvidia (-1,99%) et Broadcom (-1,19%). Après l'envolée de lundi et mardi, les «meme stocks», ces titres chouchous d'une communauté de petits actionnaires, reviennent sur terre. La chaîne de magasins de jeux vidéo GameStop, a plongé de 19,73%, après avoir quasiment quadruplé en deux jours, lundi et mardi. Le titre a souffert de la publication de résultats trimestriels préliminaires, qui ont mis en évidence une contraction de près de 30% du chiffre d'affaires sur un an.

Les opérateurs ont aussi mal vécu l'annonce d'une augmentation de capital conséquente, dévoilée par GameStop vendredi. Les investisseurs ont plébiscité l'éditeur de jeux vidéos Take-Two Interactive (+1,20%), retenant son chiffre d'affaires supérieur aux attentes au premier trimestre et ses prévisions également au-dessus du consensus. Le marché ne tenait pas rigueur au groupe new-yorkais d'avoir repoussé à l'automne 2025 le lancement de «Grand Theft Auto VI», initialement prévu durant l'exercice comptable 2025 de Take-Two, qui sera clôturé fin mars l'année prochaine.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 16 Mai 2024  
Valeur : 20 Mai 2024

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	134.2330	134.2480
1	EUR EURO	145.9515	146.0215
1	GBP POUND STERLING	170.1737	170.2143
100	JPY JAPANESE YEN	86.9610	86.9764
1	CNY CHINESE YUAN	18.5996	18.6022
1	CHF SWISS FRANC	149.0650	149.1479
1	CAD CANADIAN DOLLAR	98.5413	98.5813
1	DKK DANISH KRONE	19.5641	19.5691
1	SEK SWEDISH KRONA	12.5716	12.5753
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.5764	12.5813
1	AED UAE DIRHAM	36.5419	36.5539
1	SAR SAUDI RIYAL	35.7907	35.7966
1	KWD KUWAITI DINAR	437.2410	437.4324
1	TND TUNISIAN DINAR	42.8059	43.2361
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.4379	13.4394
1	LYD LIBYAN DINAR	27.4225	27.5629
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.5343	3.5347
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	177.6371	177.6371

## ALORS QUE LA CHINE INQUIÈTE

# Le CAC 40 termine la semaine en repli de 0,63%

L'indice parisien a perdu 0,26% ce vendredi, pénalisé notamment par des ventes de détail décevantes en Chine. La Bourse achève la semaine sur une mauvaise note. Le CAC 40 a perdu ce vendredi 0,26% à 8.167,50 points. Sur la semaine, l'indice parisien a concédé 0,63%. Le marché parisien a eu du mal à avancer au cours de la semaine, mais il a flôlé son record en séance mercredi et battu à plusieurs reprises celui à la clôture.

Ce vendredi, la tendance a été pénalisée par une statistique décevante en Chine. En avril, les ventes de détail, baromètre de la consommation, ont ralenti leur croissance à 2,3% après 3,1% le mois précédent, et un consensus à 3,7%, selon les économistes interrogés par Bloomberg. Signe que les autorités chinoises ont pris conscience de l'enjeu, Pékin a dévoilé vendredi diverses mesures pour relancer son secteur immobilier, a rapporté l'Agence France Presse.

### Les indices américains peinent à avancer

Même les indices américains, qui ont battu leurs records cette semaine, montrent des signes d'essoufflement. Le S&P 500 et le Nasdaq Composite sont proches de l'équilibre, peu avant la clôture européenne, ce vendredi.

L'appétit pour le risque a été alimenté cette semaine par une inflation américaine en ligne avec les attentes. Ce qui a renforcé les espoirs du marché quant à des baisses de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed). Les investisseurs anticipent actuellement des réductions de taux directeurs représentant 50 points de base, soit 0,5 point de pourcentage.

"L'inflation a ralenti un peu en avril après trois mois d'inflation élevée au cours du premier trimestre. (...) C'est un soulagement pour les marchés, car

cela suggère que le risque de réaccélération de l'inflation reste limité, comme nous le pensions. La Fed ne devrait donc pas remettre en cause son biais pour des baisses de taux futures, et encore moins augmenter davantage ses taux", explique Xavier Chopard de LBPAM.

### Carmat chute, Clariane monte

Du côté des valeurs, Engie s'est redressé et a finalement reculé de 0,06% après avoir fait état de résultats en légère baisse au premier trimestre, mais en ligne avec les attentes du marché. Carmat a perdu 22,5% après avoir annoncé une augmentation de capital de 16 millions d'euros qui lui permettra d'étendre sa visibilité financière jusqu'en août. Le groupe aura besoin de 30 millions d'euros supplémentaires pour assurer ses opérations sur les douze prochains mois.

Sodexo s'est adjugé 3,2% alors que Morgan Stanley a relevé son conseil à "surpondérer", la banque se montrant confiante dans la dynamique de ses activités aux Etats-Unis et sur la simplification de sa structure.

Clariane (ex-Korian) a gagné 10% après avoir annoncé que le groupe HLD Europe prendrait une participation de 20% environ dans le cadre d'une augmentation de capital réservée, devenant un nouvel actionnaire de référence. Des fonds déjà actionnaires du groupe participeront aussi à cette augmentation de capital réservée. A noter qu'à Zurich, le groupe de luxe Richemont a pris 5,7% grâce à ses résultats annuels. Sur les autres marchés, l'euro est stable face au dollar à 1,0866 dollar. Le pétrole grappille du terrain. Le contrat de juillet sur le Brent de mer du Nord prend 0,4% à 83,63 dollars le baril, tandis que celui de juin sur le WTI gagne 0,5% à 79,60 dollars le baril.

ROYAUME-UNI, FRANCE, ALLEMAGNE, ESPAGNE...

# Un petit vent de reprise économique souffle sur l'Europe

Le Royaume-Uni est sorti vendredi de la récession dans laquelle il était tombé fin 2023 et a vu son économie repartir plus vite que prévu au premier trimestre. Lors des trois premiers mois de 2024, la croissance a également été plus élevée qu'attendu en Allemagne, en France, en Espagne et au Portugal.

Un vent printanier souffle sur l'économie européenne avec la publication de plusieurs chiffres de croissance encourageants, qui ont fait bondir les indices boursiers européens. Ce vendredi, le Royaume-Uni est sorti de la récession : son produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,6% lors des trois premiers mois de l'année, alors que les économistes tablaient sur une progression de 0,4% au premier trimestre de 2024. Cette performance intervient alors que la croissance a également été meilleure que prévu également en Allemagne sur cette période, avec une progression de 0,2% du PIB au premier trimestre 2024 après un recul en fin d'année dernière et sur l'ensemble de l'année 2023, selon des chiffres officiels. Le taux de croissance de la première économie européenne est un peu meilleur que les prévisions de Factset, qui attendait une progression de 0,1%. Le PIB avait reculé de 0,5% au quatrième trimestre par rapport au précédent, selon un chiffre révisé à la baisse, contre un taux de -0,3% annoncé précédemment.

## La France déjoue les prévisions de l'Insee

Même chose en France, puisque le PIB a progressé de 0,2% au premier trimestre,

soutenu par la consommation des ménages et les investissements des entreprises, selon l'Insee, qui avait précédemment annoncé une prévision d'une croissance nulle entre janvier et mars. Plus optimiste, la Banque de France tablait sur une progression de 0,2%. Au dernier trimestre 2023, l'économie française avait enregistré une croissance de 0,1%. Chaque dixième de point de pourcentage va compter pour atteindre la cible de 1% de hausse annuelle du PIB fixée par le gouvernement, une prévision supérieure à celle des principaux instituts de conjoncture.

## L'Espagne sur les chapeaux de roues

L'économie espagnole a quant à elle démarré l'année 2024 sur les chapeaux de roues, avec une croissance de 0,7% au premier trimestre, portée notamment par la hausse des exportations, selon une estimation de l'Institut national des statistiques (INE). Ce taux est identique à celui du quatrième trimestre 2023, revu à la hausse de 0,1 point. Il est par ailleurs nettement supérieur aux prévisions de la Banque d'Espagne, qui tablait sur une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 0,4%.

La croissance du premier trimestre place l'Espagne dans une position optimale pour atteindre l'objectif de 2% de croissance fixé par le gouvernement pour 2024.

## Bonne tenue de tous les secteurs en Italie

L'Italie a vu son PIB augmenter de 0,3% au premier trimestre, grâce à la bonne tenue de tous les secteurs d'activité, selon l'Institut national des statistiques (Istat). Le gouvernement de Giorgia Meloni avait abaissé début avril ses prévisions de croissance pour 2024, tablant sur une hausse du PIB de 1%, suivie de 1,2% en 2025. Les objectifs de croissance de Rome pour 2024, jugés ambitieux par les analystes, sont nettement supérieurs aux prévisions de la Banque d'Italie, qui table sur seulement 0,6%. La Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI) prévoient 0,7%. Le PIB de l'Italie avait augmenté de 0,1% au quatrième trimestre, selon des chiffres révisés à la baisse par l'Istat qui avait auparavant fait état d'une croissance de 0,2%. Il avait augmenté de 0,9% en 2023, dépassant les objectifs du gouvernement, mais le déficit public a dérapé davantage que prévu, atteignant 7,4% du PIB.

## CMA CGM

### Rebond d'activité au premier trimestre

Le transporteur maritime enregistre des meilleurs résultats grâce à un rebond d'activité et une remontée des tarifs de fret. Après une fin d'année 2023 difficile, le transporteur maritime CMA CGM (groupe entré en négociations exclusives avec le groupe Altice, en vue d'une cession d'Altice Media, dont fait partie BFM Business), a enregistré un rebond d'activité au premier trimestre 2024 grâce à un commerce

mondial "plus dynamique qu'attendu" et une remontée des tarifs liée "aux perturbations du secteur en mer Rouge". Le bénéfice du groupe, qui s'élève à 785 millions de dollars sur les trois premiers mois de l'année, est cependant amputé des deux tiers par rapport à celui dégagé un an auparavant sur la même période (-61%). À l'époque, le groupe marseillais surfait toujours sur la vague des tarifs éle-

vés hérités de la désorganisation des chaînes logistiques post-Covid qui a permis au secteur d'enregistrer des profits phénoménaux, avant une normalisation tout au long de l'année 2023.

#### "Début d'année plus dynamique qu'attendu"

"Ce début d'année s'est révélé plus dynamique qu'attendu pour le com-

merce mondial de biens et notamment pour la demande de transport de marchandises", a cependant commenté devant des journalistes le directeur financier Ramon Fernandez. Le volume de marchandises transportées a augmenté de 11,7% par rapport à l'année dernière et de 2,1% par rapport au dernier trimestre 2023.

## HYDROGÈNE VERT

### Le Chili recherche des investisseurs en Europe

Le gouvernement du Chili est venu prendre le pouls d'éventuelles opportunités en Europe, à l'occasion du salon de l'hydrogène, Hyvolution, qui se tenait à Paris. Le Chili est l'un des pays dont la transition énergétique est la plus dynamique et la plus avancée. « Nous sommes pionniers dans le développement des énergies renouvelables », aime à rappeler, Diego Pardow, ministre de l'Énergie du pays. « Avec les ressources dont il dispose, le Chili est le seul pays au monde à pouvoir prétendre devenir neutre en carbone dès 2040 », illustre Marcos Kulka, directeur général de H2Chile, association réu-

nissant 102 entreprises chiliennes, aussi présente à Hyvolution. Le Chili a pour ambition de fermer (ou reconverter) ses 21 centrales à charbon d'ici 2040 et a besoin d'énergies renouvelables pour produire de l'hydrogène vert qui viendra compenser. Selon Marcos Kulka, une part de 24% de la réduction des émissions de CO2 du pays viendra de l'hydrogène et de ses dérivés, pour décarboner l'industrie lourde, notamment l'exploitation minière du cuivre, dont le Chili est le premier exportateur mondial. Qu'il s'agisse de l'énergie solaire près du désert d'Atacama ou des champs d'éoliennes dans le sud du pays où les

vents forts sont fréquents, le Chili a une grande capacité de production d'électricité verte et souhaite devenir « l'un des producteurs d'hydrogène vert les plus compétitifs du monde car plus de 60% du coût final de l'hydrogène vient du prix de l'électricité utilisée pour le produire ». L'abondance et les bas coûts des énergies renouvelables attirent de nombreux industriels européens, comme le groupe autrichien AustriaEnergy, les Français Engie, TotalEnergies et EDF, ainsi que des investisseurs allemands, néerlandais ou norvégiens, désireux d'importer de l'hydrogène vert en Europe.

## PORTUGAL

### Le nouveau gouvernement prévoit une croissance économique de 1,5 % en 2024

Le nouveau gouvernement portugais de centre-droit prévoit une croissance économique de 1,5 % en 2024, soit le même chiffre que celui prévu par l'administration précédente en novembre et une baisse par rapport aux 2,3 % de l'année dernière, a-t-il déclaré dans un document lundi.

L'excédent budgétaire devrait se terminer cette année à 0,3 % du produit intérieur brut après un excédent de 1,2 % en 2023, a-t-il estimé dans le programme de stabilité pour 2024-28, que le gouvernement a envoyé au parlement. La Banque du Portugal a prévu une croissance de 2 % en 2024. Le gouvernement minoritaire, qui n'a pris ses fonctions que le mois dernier, a basé ses projections sur des politiques inchangées par rapport à celles du précédent gouvernement de centre-gauche et sur les informations économiques disponibles jusqu'au 5 avril. Le gouvernement n'a pas encore prévu l'impact que les mesures qu'il propose, telles que les réductions d'impôts et les augmentations de salaires, auront sur le PIB ou le solde budgétaire.

## AZERBAÏDJAN

### Vers l'augmentation de 35% de la production de gaz d'ici 2034

L'Azerbaïdjan compte augmenter sa production de gaz de 35% d'ici 2034, passant de 35 milliards m<sup>3</sup> (bpm) à 47 milliards de m<sup>3</sup> (bpm), à contre-sens total de la tendance actuelle qui est à la décarbonation. « L'Azerbaïdjan augmente sa production de gaz alors que le monde a un besoin urgent de se débarrasser de ses habitudes en matière de combustibles fossiles », a déclaré à l'AFP Patrick Galey, chargé des enquêtes à Global Witness. Dans les années 2030, le gaz représentera plus de 50% des énergies fossiles du pays selon les données de RystadEnergy transmises à l'AFP. Les exportations de gaz du pays, qui ont triplé depuis 2015, se font essentiellement à destination de la Géorgie, de la Turquie, de l'Iran et de l'Europe. Situation ironique lorsque l'on sait que l'Azerbaïdjan accueillera la prochaine COP 29 dans sa capitale Bakou.

OPENAI ET REDDIT UNISSENT LEURS FORCES

# Vos publications aideront à former l'intelligence artificielle

Reddit et OpenAI ont conclu un accord pour fournir un accès en temps réel au contenu Reddit, ce qui signifie que vos discussions seront bientôt visibles dans ChatGPT et d'autres nouveaux produits. En retour, Reddit aura accès à une technologie avancée d'IA pour créer de nouvelles fonctionnalités pour ses utilisateurs.



## Qu'est-ce que cela signifie pour l'avenir ?

Bien que les conditions financières n'aient pas été divulguées dans le blog annonçant le partenariat et qu'aucune des deux sociétés n'ait mentionné l'utilisation des données pour former des modèles, il est clair qu'il s'agit d'un pas en avant important pour les deux parties. Steve Huffman, PDG de Reddit, a déclaré : « Reddit est devenu l'une des plus grandes archives ouvertes de conversations humaines authentiques, pertinentes et toujours à jour sur tout et n'importe quoi. L'inclusion de cela dans ChatGPT conforte notre croyance en un Internet connecté, aide les gens à trouver davantage ce qu'ils recherchent et aide de nouveaux publics à trouver une communauté sur Reddit. Grâce à cet accord, vos discussions en ligne s'inscriront dans le cadre général de l'intelligence artificielle, qui s'améliore et se développe chaque jour. Qui aurait pensé que vos commentaires sur la dernière saison de votre série préférée ou les recettes du meilleur burger contribueraient un jour à former l'IA la plus avancée au monde ?

**D**ésormais, vos discussions Reddit feront partie de l'intelligence artificielle. OpenAI, la société derrière ChatGPT, a conclu un accord avec Reddit qui lui permet d'accéder au contenu de l'API de données de Reddit en temps réel. Cela signifie que

l'IA pourra « faire défiler » les conversations Reddit et les utiliser pour améliorer ses réponses et ses fonctionnalités. Reddit avait déjà conclu un accord similaire avec Google d'une valeur de 60 millions de dollars.

### Quelles innovations l'accord apporte-t-il ?

En plus de l'accès d'OpenAI au contenu de Reddit, Reddit bénéficiera également de cet accord. OpenAI permettra à Reddit d'utiliser ses modèles de langage avancés pour développer de nouvelles applications et fonctionnalités. Les utilisateurs et modérateurs de Reddit bénéficieront ainsi de nouvelles fonctionnalités basées sur l'IA qui amélioreront

leur expérience utilisateur. Cependant, tous les utilisateurs ne sont pas ravis de ces changements. Dans le passé, les Redditors ont déjà exprimé leur mécontentement quant à la façon dont l'administration de Reddit gère la plateforme, ce qui a conduit à des manifestations de masse et à la suspension de plus de 7 000 subreddits en juin 2023.

### Soyez prêt pour les nouvelles fonctionnalités et les changements

Reddit et OpenAI promettent que les nouvelles fonctionnalités apporteront une meilleure expérience utilisateur et permettront une meilleure connexion entre les utilisateurs. Il sera néanmoins intéressant de voir comment les utilisateurs réagiront à ces changements et quel impact ce partenariat aura sur l'avenir des deux sociétés. Alors, la prochaine fois que vous écrivez votre commentaire sur Reddit, sachez que peut-être ce moment même contribue à former une IA plus intelligente et meilleure. Le monde change très vite, n'est-ce pas ?

## ■ Brèves

### Les datacenters sous-marins torpillés par des ondes

Des chercheurs de l'université de Floride et de l'université d'électro-communication du Japon ont découvert que les ondes sonores dirigées vers les datacenters sous-marins (comme l'expérience Natick de Microsoft) à une distance de 20 pieds peuvent affecter les opérations critiques, réduisant le temps de réponse des applications et le débit des systèmes de stockage RAID. Dans leurs travaux, ils se sont attaqués à des disques durs et des serveurs Supermicro dans deux environnements différents en laboratoire et dans un lac. Ils ont observé une « dégradation constante du débit » entre 5,1 et 5,3 kHz et ont pu provoquer une augmentation de la latence d'une base de données allant jusqu'à 92,7 %. Pour remédier à ce type d'attaque, les chercheurs proposent des matériaux absorbant les sons pour éviter les vibrations fatales, mais il y a un risque de surchauffe du

module. Ils envisagent aussi du machine learning pour repérer ce type d'attaques.

### WekaIO lève 140 M\$

Fondée en 2014, l'entreprise est à l'origine d'un système de fichiers haute performance (parallèle et distribué) avec un faible temps de latence sur des systèmes x86 (flash et disques durs) pour les besoins HPC, IA et ML. La société vient de clore un financement de série E pour un montant de 140 M\$ auprès des investisseurs existants : Valor, Generation Investment Management, NVIDIA, Atreides Management, 10D, Hitachi Ventures, Ibx Investors, Key1 Capital, Lumir Ventures, MoreTech Ventures et Qualcomm Ventures. Au total, WekaIO a levé 340 M\$ et est maintenant valorisé 1,6 Md\$. Nous avons rencontré récemment la société qui a présenté sa plateforme WekaPod, taillée pour les systèmes DGX de Nvidia.

### L'UE fâché contre Microsoft sur la GenAI

La Commission européenne a menacé la firme de Redmond d'une amende pouvant aller jusqu'à 1% de ses revenus annuels dans le cadre du DSA (Digital Service Act). La raison est que Microsoft n'a pas répondu à une demande d'information juridiquement contraignante qui portait sur ses outils d'IA générative. En mars dernier, l'UE avait réclamé à Microsoft et à d'autres acteurs IT des informations sur les risques systémiques posés par les solutions de GenAI. L'exécutif bruxellois a laissé jusqu'au 27 mai aux équipes de Microsoft pour fournir les renseignements demandés sous peine de prononcer une pénalité de quelques milliards d'euros.

Mots fléchés

Furieuses Paris sous les romains	↓	Élément chimique de numéro atomique 34	↓	Concentrer	↓	Prénom masculin	↓	Mises	↓	Félin d'Amérique	↓	Renard des sables Passe-temps	↓
	→					H2O		Tonton Ancienne Russie	→				
Anarchiste		Pot		Souverain éthiopien	→					Chevalier efféminé	→		
	→	↓								Plante textile	→		
Agréable Nymphette	→			Langue slave Exclamation du midi	→					Sucre simple	→		
	→					Dedans	Nazi	→		Manie Pilier carré	→		
Fromage hollandais		Rivière du Congo	→				Amas	Eludé	Inusités		Dirigeant portugais (Antonio Ramalho)		Crochet
	→			Pensionnaire Occupé	→							Train de banlieue	↓
Escompte		Rôle au théâtre	→	Pour un oubli Écimé	→		Réincarnations	→					
	→	↓	↓				Êtres fabuleux	→					
Aigres	Allongé Plus qu'idiot	→					Règle de dessin Adolescent	→		Longue période Amérindien	→		
	→	↓				Sothe	Saucisson de Lyon	→				Information	Aride
Vieille armée	→			Poisson Membrane de l'oeil	→			Un remboursement sur notre fiche de paie	Attitude		Champion Issues de	→	↓
Il peut être coulant	→						Service hospitalier	→					
Tranquille	Débris		Chair comestible	→						Abréviation de 'et les autres manquent'	→		
	→	↓		Points cardinaux opposés Oeuf de toto	→		Axe mécanique	→					Situées
Pierre plate Espace clos	→						Surgis	Petit tour	Font des ronds de jambes		Écluse Ancienne Thaïlande	→	↓
	→			Pénétrés Salve	→							Distance chinoise Province angolaise	→
Bourrasque Cérium	→						Perroquet Equerre	→		Échassier Note de musique	→		
	→		Petit canari de fiction	→				Mulsion	→				
Cubes de bois	→							Distancées	→				

VÉRIFICATION SUR 2000 KM AU VOLANT DU RENAULT ARKANA 1.3 TCE 140

# La fonction roue-libre fait-elle économiser du carburant ?

Dans leurs efforts effrénés pour réduire autant que faire se peut la consommation, et donc les émissions de CO<sub>2</sub>, les constructeurs ont à leur disposition tout un arsenal des technologies afin de brûler moins de carburant.

**S**i certains dispositifs peuvent être complexes et coûteux, comme les turbos à géométrie variable, l'hybridation ou encore les cycles de combustion évolués (Miller, Atkinson, HCCI...), d'autres sont presque gratuits à l'image du mode roue-libre que l'on voit arriver de plus en plus sur les modèles récents à boîte automatique. Le principe est simple puisqu'il s'agit, lors des décélération, de couper le moteur et d'ouvrir le ou les embrayages afin que la voiture continue de rouler le plus longtemps possible sur son élan. Les experts en technique vont avancer que l'injection de carburant est déjà coupée sur tous les modèles depuis des années lors des décélération, réduisant ainsi la consommation à zéro. C'est vrai, mais il reste tout de même alors du frein moteur qui vous ralentit.

## Laisser rouler sur l'élan

Dans le cas de la roue-libre, il n'y a plus de frein moteur et votre voiture roule plus longtemps sur son inertie, ce qui permet de réaccélérer plus tard, donc de consommer moins dans certaines conditions de circulation fluide, et lors des descentes modérées. Afin de vérifier cette promesse, et de la quantifier, nous avons emmené un Renault Arkana 1.3 TCe 140 sur notre base de Montlhéry pour lui faire subir nos cycles de mesure avec et sans mode roue-libre activé, avant d'aller tester ce dispositif sur plus de 2 000 km d'autoroute, de route, et surtout de montagne afin de mettre à l'épreuve l'agrément du système. Né au printemps 2021, l'Arkana TCe 140 ne disposait pas à l'origine du mode roue-libre, qu'il a reçu lors de l'arrivée de la version TCe 160 quelques mois après, laquelle en disposait également. L'intérêt de ce SUV coupé pour cet essai étant qu'il laisse le choix, dans le menu de personnalisation My Sense, d'activer ou non la fonction roue-libre.

## Petit gain de consommation sur autoroute

Trêve de suspense, nous avons effectivement vu une influence de ce dispositif sur les consommations, mais pas dans toutes les conditions. En ville et sur route, nos débitmètres n'ont vu qu'un avantage très minime d'à peine 0,05 l/100 km, soit presque rien. C'est logique en ville où la circulation est souvent hachée - démarrage au feu et freinage pour le suivant, ou pour une intersection - tout comme sur route où, hormis dans les zones vallonnées, les phases de décélération concernent souvent uniquement les entrées de villages. Sur autoroute en revanche, où la circulation est bien plus fluide, on lève régulièrement le pied de l'accélérateur



dans les déclivités, ou pour laisser un camion en doubler un autre, avant de réaccélérer. Là, nos mesures montrent un gain de 0,1 l/100 km. C'est peu, mais toujours bon à prendre. Il y a donc bien un - tout - petit intérêt à ce mode roue-libre sur le plan écologique et économique. Mais qu'en est-il de l'agrément de conduite ?

## Ne pas débrayer en descente marquée

A l'auto-école, on apprend qu'il ne faut jamais débrayer dans un virage ou en descente afin de garder du frein moteur et ainsi le contrôle de son véhicule. Mais le mode roue-libre, qui donne la priorité à l'économie de carburant, peut-être amené à le faire. Heureusement, les calculateurs modernes sont capables de comprendre pas mal de choses, et de s'y adapter. Par exemple, tous les modèles qui proposent un mode roue-libre réem-

brayent dès que vous touchez à la pédale de frein, car ils intègrent que vous avez alors besoin de frein moteur. Et ils le font sans aucun à-coup puisqu'ils redémarrent le moteur grâce à leur alterno-démarrateur très rapide, et sont capables d'amener le bloc thermique exactement au bon régime avant d'embrayer. Pas de soucis de ce côté-là donc. En revanche dans les descentes, cela peut être différent, et tous les modèles ne réagissent pas de la même façon. Le Renault Arkana fait plutôt bien les choses car le calculateur sait reconnaître les descentes, ce qui est facile car il voit la vitesse augmenter alors que vous n'accélérez pas ! En fonction de l'intensité de la pente qu'il détecte, il décide de réembrayer ou non.

## Parfois désagréable en montagne...

En clair, s'il reconnaît une descente un

peu forte, il redémarre automatiquement le 4 cylindres pour donner du frein moteur, ce qui est logique. Mais de temps en temps - rarement tout de même - il ne le fait pas et vous laissez prendre désagréablement de la vitesse. Difficile de dire si cela se produit quand la petite batterie de la micro-hybridation est pleine (pour la recharger il faut impérativement que le 1.3 soit embrayé), mais cela nous est arrivé plusieurs fois durant ces plus de 2000 km dans le massif central, comme dans les contreforts des Alpes du Sud. Dans ce cas, il peut être préférable de couper le mode roue-libre (c'est possible dans le menu de personnalisation des modes ECO et My Sense).

## ...où il vaut mieux couper cette fonction

Ou encore mieux, de sélectionner le mode Sport qui coupe automatiquement la roue-libre, et a de plus l'avantage de dynamiser - mais pas trop - les réactions de la boîte double embrayage, ce qui est toujours bienvenu s'il y a du relief. En complément de cet Arkana, et toujours pour tester cette fonction roue-libre, nous avons également parcouru pas mal de kilomètres avec d'autres modèles équipés. Et la conclusion est que certains constructeurs - le groupe VW notamment - ne désactivent pas automatiquement cette roue-libre dans les descentes, même marquées. Dans ce cas, la seule solution est de basculer en mode Sport pour récupérer le frein moteur et ne pas prendre exagérément de vitesse. Chez les marques du groupe VW c'est une action assez facile puisqu'une pichenette sur la commande de boîte passe de D à S. Chez les autres marques, il faut parfois s'en remettre au mode d'emploi pour trouver comment désactiver cette fonction sur route vallonnée et en montagne.

RUSSIE

## le PIB en hausse de 5,4% au 1er trimestre

Le produit intérieur brut de la Russie a augmenté de 5,4% sur un an au premier trimestre 2024, a annoncé vendredi l'agence nationale des statistiques Rosstat. Cela marque une accélération, après une croissance de 4,9% au dernier trimestre de 2023, une expansion dont se vante la Russie qui estime avoir fait échouer les sanctions occidentales. Au premier trimestre de l'année, l'activité en Russie a aussi été poussée par des prix favorables sur les marchés des hydrocarbures. Les dépenses totales de l'Etat ont explosé de 20% sur un an, selon le ministère russe des Finances.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Dimanche 19 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



TIZI-OUZOU

## Le FFS appelle au renforcement de l'unité nationale

Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a souligné samedi à Tizi-Ouzou, l'importance du renforcement de l'unité nationale et appelé à faire face aux défis du contexte, régional et mondial, actuel. S'exprimant lors d'un meeting au Théâtre régional Kateb-Yacine, M. Aouchiche a plaidé pour le "renforcement et la consolidation d'un destin national commun et la préservation de l'Etat national pour faire face aux lourdes implications d'un monde en pleines mutations où la force supplante le droit". Le FFS, "conscient des menaces qui guettent le pays, n'a jamais cessé d'interpeller et de tendre la main aux autorités et forces vives du pays pour parachever la construction d'un projet national commun dans lesquels s'identifieront tous les Algériens avec leurs différences", dira-t-il. Le responsable du FFS, rappelant les sacrifices de millions d'algériens pour l'indépendance du pays, a estimé, pour se faire, qu'il est "nécessaire d'instaurer un climat de confiance et de concorde pour que les difficultés auxquelles nous sommes confrontés ainsi que nos différences soient mieux abordées". Il a appelé, dans le même sillage, à "la préservation de l'unité nationale et à faire barrage aux séparatistes, aux extrémistes et à ceux qui veulent faire de la question identitaire une surenchère".

PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

## L'Algérie partenaire engagé économiquement en Afrique

Le parti des Travailleurs (PT) a annoncé, samedi, la candidature de sa secrétaire générale, Louiza Hanoune, à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain. Lors de la session ordinaire du Conseil national du parti, les membres du Comité central ont plébiscité Mme Hanoune candidate du parti à la prochaine élection présidentielle. Dans son allocution à cette occasion, Mme Hanoune a précisé que le PT "a l'audace politique de participer à cette élection" et que cette participation représentait "une victoire du multipartisme et de la démocratie". Elle a mis en avant l'importance de la prochaine échéance électorale "en matière du choix du candidat le mieux placé pour diriger le pays", ajoutant que le PT "milite pour l'égalité des droits et des devoirs". Evoquant les développements sur la scène nationale, régionale et internationale, la SG du PT a appelé à "défendre les droits du peuple palestinien qui fait face à une guerre de génocide menée par l'entité sioniste à son encontre".

LE MINISTRE DES TRANSPORT L'A SOULIGNÉ DEPUIS JIJEL

## «Tous les ports sont sous la loupe»

Le ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana a insisté, hier samedi depuis Jijel, sur l'impératif de hisser les normes de fonctionnement des ports et améliorer leur rendement au service de l'économie nationale. Dans un point de presse à l'issue d'une visite effectuée au projet de construction d'un quai de 320 mètres linéaire dans le cadre de la réalisation du terminal à conteneur du port Djen Djen, le ministre a indiqué que sa présence à Jijel a été mise à profit pour donner des instructions aux responsables de tous les ports du pays à l'effet d'agir pour atteindre les normes de fonctionnement requises et améliorer le rendement de ces infrastructures stratégiques. M. Zahana a dans ce cadre indiqué «qu'on est appelé aujourd'hui plus que jamais à améliorer le rendement des ports à travers notamment, le respect des critères et des normes de l'activité au sein de ces infrastructures surtout en ce qui concerne le sé-

jour en quai, la durée du chargement et du rechargement, et la durée d'exécution en respectant les procédures sécuritaires entre autres».

«Tous les ports sont sous la loupe», a affirmé le ministre qui a insisté sur l'urgence d'une véritable réorganisation en ce qui concerne le mode de gestion dans les ports, ajoutant que la nonchalance demeurera à ce titre "intolérable". Le transport maritime national est aujourd'hui face à "un grand défi" en rapport avec les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à promouvoir l'exportation et relancer l'économie nationale, a souligné le ministre insistant dans ce cadre sur l'impératif d'œuvrer à améliorer le mouvement et l'activité dans les ports pour être au diapason des normes mondiales. Affirmant que le ministère des Transports s'emploie à accompagner les efforts nationaux en matière de promotion de l'exportation, M. Zahana a mis l'accent sur l'im-

portance du secteur du transport maritime qui a bénéficié d'importants projets de développement dont celui du terminal à conteneurs du port de Djen Djen relancé récemment et dont la première tranche (un quai de 320 mètres de linéaire et une profondeur de 14mètres) sera réceptionné "fin du mois de juin prochain". Le ministre qui a donné des instructions à l'effet d'intensifier les efforts afin de réceptionner le projet du port de Djen Djen dans les délais contractuels, a indiqué que la réception de ce terminal de 1.800 mètres avec des profondeurs de plus de 17 mètres permettra au port de Djen Djen d'accueillir les plus grands navires du monde ce qui va booster davantage le mouvement économique national. La réception des 2 autres zones du terminal à conteneurs du port Djen Djen devra avoir lieu à partir de l'année prochaine soit 2025, selon les explications fournies sur place.

UNION INTERPARLEMENTAIRE ARABE

## Le 36<sup>e</sup> Congrès en Algérie

L'Algérie abritera, les 26 et 27 mai au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), les travaux du 36<sup>e</sup> Congrès de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), sur convocation de son président, M. Bra-

him Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), a indiqué, ce samedi, un communiqué de la chambre basse du Parlement. Le comité exécutif de l'Union tiendra samedi 25 mai 2024, en prévision du lan-

cement des travaux du congrès, sa 34<sup>e</sup> réunion. L'ordre du jour du Congrès comprendra, « des séances de travail et des réunions des commissions de +Palestine+, +des conditions de la femme, de l'enfant et de la jeunesse+ et +de

s affaires politiques et des relations parlementaires+ ». Les travaux du Congrès seront sanctionnés par « un communiqué final » avant l'organisation d'une cérémonie symbolique pour célébrer le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'UIPA.

ALGERIA VENTURE -TOTALENERGIES ALGÉRIE

## Accord pour l'accompagnement du challenge «Startupper de l'année»

L'incubateur public de startups, Algeria Venture (A-Venture) a signé, hier samedi à Alger, un accord de coopération avec TotalEnergies Algérie visant l'accompagnement de la 4<sup>e</sup> édition (2024-2025) du challenge "Startupper de l'année", récompensant les projets les plus innovants dans le secteur de l'énergie. En présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, cette convention a été signée par le directeur général d'A-Venture, Sid Ali Zerrouki, et le directeur général de TotalEnergies EP Algérie, Moufidi Zakaria Chikh.

Le challenge "Startupper de l'Année" est lancé par le groupe TotalEnergies dans 32 pays africains dont l'Algérie pour soutenir les jeunes entrepreneurs ayant un projet d'entreprise ou une startup de moins de trois ans. Lors d'une allocution à l'occasion de cette cérémonie, M. Oualid a indiqué que ce concours constituait une occasion pour les startups algériennes de se rapprocher d'un acteur "important" du secteur énergétique mondial, mais aussi d'obtenir des opportunités de s'étendre au niveau continental. Dans ce sens, le ministre a souligné "les capacités locales importantes" dans le secteur énergétique, qui ont été for-

mées au niveau des universités algériennes et devant permettre au pays dans les prochaines années de devenir "un fournisseur principal du monde en terme de technologies liées à l'énergie".

M. Oualid a mis en avant également les potentialités du marché national en matière d'innovation dans le secteur "représentant autant d'opportunités nouvelles pour les startups" dans les hydrocarbures, les énergies renouvelables, le transport et le stockage d'énergie et la réduction des émissions à effet de serre. «Actuellement, plusieurs startups algériennes ont signé des contrats dans ce secteur. De plus, notre ministère encourage la recherche et développement et l'open innovation», a affirmé le ministre, soulignant que plusieurs avantages fiscaux ont été accordés aux startups pour les soutenir.

Pour sa part, le directeur général d'A-Venture, a indiqué que ce partenariat contribuait à faire de l'Algérie «un point d'innovation de premier plan» notamment dans le secteur de l'énergie et de l'éco-responsabilité.

«Ce partenariat insufflera une nouvelle vie à l'innovation algérienne dans un secteur stratégique, en faisant germer des idées qui transformeront notre nation», a estimé M.

Zerrouki.

De son côté, le directeur général de TotalEnergies EP Algérie, a fait savoir que cet accord visait la promotion de l'innovation et des talents nationaux dans le domaine de l'entrepreneuriat. «Ce concours, grâce à un jury composé d'experts, de professionnels du monde des startups, de dirigeants d'entreprises et d'acteurs locaux du développement durable, sélectionnera trois lauréats en Algérie», a-t-il expliqué.

Un lauréat sera récompensé pour chaque catégorie: la première récompense le meilleur entrepreneur "Innov'Up", la deuxième concerne l'économie circulaire "Cycle Up" et la troisième concerne l'énergie durable et abordable "Power Up". Il est prévu lors de la 4<sup>e</sup> édition de ce challenge qui coïncide avec le centenaire de la compagnie d'hydrocarbures, de récompenser 100 startups porteurs de projets sur l'ensemble du continent africain en décembre prochain. La finale nationale est prévue en octobre prochain. Selon les organisateurs du concours, les lauréats bénéficieront de financements, de visibilité et de soutien pour concrétiser leurs idées, contribuant à la diversification et à la modernisation de l'économie algérienne.

RUSSIE

## le PIB en hausse de 5,4% au 1er trimestre

Le produit intérieur brut de la Russie a augmenté de 5,4% sur un an au premier trimestre 2024, a annoncé vendredi l'agence nationale des statistiques Rosstat. Cela marque une accélération, après une croissance de 4,9% au dernier trimestre de 2023, une expansion dont se vante la Russie qui estime avoir fait échouer les sanctions occidentales. Au premier trimestre de l'année, l'activité en Russie a aussi été poussée par des prix favorables sur les marchés des hydrocarbures. Les dépenses totales de l'Etat ont explosé de 20% sur un an, selon le ministère russe des Finances.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Dimanche 19 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



TIZI-OUZOU

## Le FFS appelle au renforcement de l'unité nationale

Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a souligné samedi à Tizi-Ouzou, l'importance du renforcement de l'unité nationale et appelé à faire face aux défis du contexte, régional et mondial, actuel. S'exprimant lors d'un meeting au Théâtre régional Kateb-Yacine, M. Aouchiche a plaidé pour le "renforcement et la consolidation d'un destin national commun et la préservation de l'Etat national pour faire face aux lourdes implications d'un monde en pleines mutations où la force supplante le droit". Le FFS, "conscient des menaces qui guettent le pays, n'a jamais cessé d'interpeller et de tendre la main aux autorités et forces vives du pays pour parachever la construction d'un projet national commun dans lesquels s'identifieront tous les Algériens avec leurs différences", dira-t-il. Le responsable du FFS, rappelant les sacrifices de millions d'algériens pour l'indépendance du pays, a estimé, pour se faire, qu'il est "nécessaire d'instaurer un climat de confiance et de concorde pour que les difficultés auxquelles nous sommes confrontés ainsi que nos différences soient mieux abordées". Il a appelé, dans le même sillage, à "la préservation de l'unité nationale et à faire barrage aux séparatistes, aux extrémistes et à ceux qui veulent faire de la question identitaire une surenchère".

PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

## L'Algérie partenaire engagé économiquement en Afrique

Le parti des Travailleurs (PT) a annoncé, samedi, la candidature de sa secrétaire générale, Louiza Hanoune, à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain. Lors de la session ordinaire du Conseil national du parti, les membres du Comité central ont plébiscité Mme Hanoune candidate du parti à la prochaine élection présidentielle. Dans son allocution à cette occasion, Mme Hanoune a précisé que le PT "a l'audace politique de participer à cette élection" et que cette participation représentait "une victoire du multipartisme et de la démocratie". Elle a mis en avant l'importance de la prochaine échéance électorale "en matière du choix du candidat le mieux placé pour diriger le pays", ajoutant que le PT "milite pour l'égalité des droits et des devoirs". Evoquant les développements sur la scène nationale, régionale et internationale, la SG du PT a appelé à "défendre les droits du peuple palestinien qui fait face à une guerre de génocide menée par l'entité sioniste à son encontre".

LE MINISTRE DES TRANSPORT L'A SOULIGNÉ DEPUIS JIJEL

## «Tous les ports sont sous la loupe»

Le ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana a insisté, hier samedi depuis Jijel, sur l'impératif de hisser les normes de fonctionnement des ports et améliorer leur rendement au service de l'économie nationale. Dans un point de presse à l'issue d'une visite effectuée au projet de construction d'un quai de 320 mètres linéaire dans le cadre de la réalisation du terminal à conteneur du port Djen Djen, le ministre a indiqué que sa présence à Jijel a été mise à profit pour donner des instructions aux responsables de tous les ports du pays à l'effet d'agir pour atteindre les normes de fonctionnement requises et améliorer le rendement de ces infrastructures stratégiques. M. Zahana a dans ce cadre indiqué «qu'on est appelé aujourd'hui plus que jamais à améliorer le rendement des ports à travers notamment, le respect des critères et des normes de l'activité au sein de ces infrastructures surtout en ce qui concerne le sé-

jour en quai, la durée du chargement et du rechargement, et la durée d'exécution en respectant les procédures sécuritaires entre autres».

«Tous les ports sont sous la loupe», a affirmé le ministre qui a insisté sur l'urgence d'une véritable réorganisation en ce qui concerne le mode de gestion dans les ports, ajoutant que la nonchalance demeurera à ce titre "intolérable". Le transport maritime national est aujourd'hui face à "un grand défi" en rapport avec les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à promouvoir l'exportation et relancer l'économie nationale, a souligné le ministre insistant dans ce cadre sur l'impératif d'œuvrer à améliorer le mouvement et l'activité dans les ports pour être au diapason des normes mondiales. Affirmant que le ministère des Transports s'emploie à accompagner les efforts nationaux en matière de promotion de l'exportation, M. Zahana a mis l'accent sur l'im-

portance du secteur du transport maritime qui a bénéficié d'importants projets de développement dont celui du terminal à conteneurs du port de Djen Djen relancé récemment et dont la première tranche (un quai de 320 mètres de linéaire et une profondeur de 14 mètres) sera réceptionné "fin du mois de juin prochain". Le ministre qui a donné des instructions à l'effet d'intensifier les efforts afin de réceptionner le projet du port de Djen Djen dans les délais contractuels, a indiqué que la réception de ce terminal de 1.800 mètres avec des profondeurs de plus de 17 mètres permettra au port de Djen Djen d'accueillir les plus grands navires du monde ce qui va booster davantage le mouvement économique national. La réception des 2 autres zones du terminal à conteneurs du port Djen Djen devra avoir lieu à partir de l'année prochaine soit 2025, selon les explications fournies sur place.

UNION INTERPARLEMENTAIRE ARABE

## Le 36<sup>e</sup> Congrès en Algérie

L'Algérie abritera, les 26 et 27 mai au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), les travaux du 36<sup>e</sup> Congrès de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), sur convocation de son président, M. Bra-

him Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), a indiqué, ce samedi, un communiqué de la chambre basse du Parlement. Le comité exécutif de l'Union tiendra samedi 25 mai 2024, en prévision du lan-

cement des travaux du congrès, sa 34<sup>e</sup> réunion. L'ordre du jour du Congrès comprendra, « des séances de travail et des réunions des commissions de +Palestine+, +des conditions de la femme, de l'enfant et de la jeunesse+ et +de

s affaires politiques et des relations parlementaires+ ». Les travaux du Congrès seront sanctionnés par « un communiqué final » avant l'organisation d'une cérémonie symbolique pour célébrer le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'UIPA.

ALGERIA VENTURE -TOTALENERGIES ALGÉRIE

## Accord pour l'accompagnement du challenge «Startupper de l'année»

L'incubateur public de startups, Algeria Venture (A-Venture) a signé, hier samedi à Alger, un accord de coopération avec TotalEnergies Algérie visant l'accompagnement de la 4<sup>e</sup> édition (2024-2025) du challenge "Startupper de l'année", récompensant les projets les plus innovants dans le secteur de l'énergie. En présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, cette convention a été signée par le directeur général d'A-Venture, Sid Ali Zerrouki, et le directeur général de TotalEnergies EP Algérie, Moufidi Zakaria Chikh.

Le challenge "Startupper de l'Année" est lancé par le groupe TotalEnergies dans 32 pays africains dont l'Algérie pour soutenir les jeunes entrepreneurs ayant un projet d'entreprise ou une startup de moins de trois ans. Lors d'une allocution à l'occasion de cette cérémonie, M. Oualid a indiqué que ce concours constituait une occasion pour les startups algériennes de se rapprocher d'un acteur "important" du secteur énergétique mondial, mais aussi d'obtenir des opportunités de s'étendre au niveau continental. Dans ce sens, le ministre a souligné "les capacités locales importantes" dans le secteur énergétique, qui ont été for-

mées au niveau des universités algériennes et devant permettre au pays dans les prochaines années de devenir "un fournisseur principal du monde en terme de technologies liées à l'énergie".

M. Oualid a mis en avant également les potentialités du marché national en matière d'innovation dans le secteur "représentant autant d'opportunités nouvelles pour les startups" dans les hydrocarbures, les énergies renouvelables, le transport et le stockage d'énergie et la réduction des émissions à effet de serre. «Actuellement, plusieurs startups algériennes ont signé des contrats dans ce secteur. De plus, notre ministère encourage la recherche et développement et l'open innovation», a affirmé le ministre, soulignant que plusieurs avantages fiscaux ont été accordés aux startups pour les soutenir.

Pour sa part, le directeur général d'A-Venture, a indiqué que ce partenariat contribuait à faire de l'Algérie «un point d'innovation de premier plan» notamment dans le secteur de l'énergie et de l'éco-responsabilité.

«Ce partenariat insufflera une nouvelle vie à l'innovation algérienne dans un secteur stratégique, en faisant germer des idées qui transformeront notre nation», a estimé M.

Zerrouki.

De son côté, le directeur général de TotalEnergies EP Algérie, a fait savoir que cet accord visait la promotion de l'innovation et des talents nationaux dans le domaine de l'entrepreneuriat. «Ce concours, grâce à un jury composé d'experts, de professionnels du monde des startups, de dirigeants d'entreprises et d'acteurs locaux du développement durable, sélectionnera trois lauréats en Algérie», a-t-il expliqué.

Un lauréat sera récompensé pour chaque catégorie: la première récompense le meilleur entrepreneur "Innov'Up", la deuxième concerne l'économie circulaire "Cycle Up" et la troisième concerne l'énergie durable et abordable "Power Up". Il est prévu lors de la 4<sup>e</sup> édition de ce challenge qui coïncide avec le centenaire de la compagnie d'hydrocarbures, de récompenser 100 startups porteurs de projets sur l'ensemble du continent africain en décembre prochain. La finale nationale est prévue en octobre prochain. Selon les organisateurs du concours, les lauréats bénéficieront de financements, de visibilité et de soutien pour concrétiser leurs idées, contribuant à la diversification et à la modernisation de l'économie algérienne.